



Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES, GENRE ET DÉVELOPPEMENT



- ◎ **La Foire aux savoirs au Niger, une nouvelle expérience de partage**
- ◎ **Activités génératrices de revenu pour la sécurité alimentaire**
- ◎ **Nouvelles des clubs d'écoute communautaires**

Editorial

✿ Sommaire

- 3 | Dossier Foire aux savoirs:
 - La Foire aux savoirs au Niger, une nouvelle expérience de partage
 - Le warrantage et les commandes groupées d'intrants
 - Les micro-jardins à la Foire aux savoirs
- 7 | Communiquer et alphabétiser pour l'autonomisation des femmes rurales. Des nouvelles des clubs d'écoute du Niger
- 9 | Portraits de Femmes – Adeline Nsimire Balika
- 11 | Un prix pour Radio Bubusa FM et les clubs d'écoute communautaires du Sud-Kivu
- 12 | La Marche Mondiale des Femmes 2010 à Bukavu : Démilitariser l'est de la RDC pour en faire une région sans violence
- 13 | Lourdes charges : un hommage aux femmes de l'est de la RDC
- 14 | Bénin – Rendre les femmes autonomes pour assurer la sécurité alimentaire
- 16 | Ouganda – Améliorer la sécurité alimentaire, le revenu et les conditions de vie des paysans
- 18 | La soie sauvage naturelle – Valoriser la biodiversité à Madagascar
- 20 | RDC – Apiculture moderne et capitalisation du savoir-faire local dans la forêt au Lwalaba
- 21 | La FAO et ses actions destinées à éliminer le travail des enfants dans l'agriculture
- 22 | La boîte à outils statistiques Agri-Gender de la FAO – la dimension genre dans l'agriculture
- 23 | Ressources



Amies lectrices, amis lecteurs,

Nous vous souhaitons une très belle année 2011, pleine de santé, paix, prospérité et bonheur pour vous et vos familles.

Le Bulletin Dimitra n°19 met en lumière tout l'intérêt que la FAO porte à l'échange des bonnes pratiques agricoles, à leur capitalisation et aux méthodes qui permettent aux populations rurales d'avoir accès à l'information et à la communication. Le Programme Gestion des connaissances et genre, qui a organisé une Foire aux savoirs à Niamey en juin 2010, illustre les méthodes novatrices utilisées pour intégrer différentes composantes essentielles favorisant un meilleur accès des populations rurales aux biens et aux services, telles l'utilisation des clubs d'écoute communautaires, la connaissance du warrantage, des micro-jardins, etc. Elles ont créé une dynamique propice à une meilleure organisation des institutions rurales qui contribue au renforcement des pouvoirs sociaux et économiques des populations rurales, particulièrement ceux des femmes. Un dossier entier est consacré à cette foire.

Les autres articles passent en revue différentes initiatives qui méritent d'être connues et partagées. Les clubs d'écoute communautaires qui contribuent à l'autonomisation des femmes rurales nigériennes sont en plein essor. Le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) a rejoint ce projet, ce qui porte à 300 le nombre de clubs sur le terrain.

Plusieurs articles concernent la République démocratique du Congo. La rubrique Portraits de femmes présente Adeline Nsimire Balika, coordinatrice de l'ONG Samwaki, partenaire de Dimitra dans le Sud-Kivu depuis de nombreuses années. Les clubs d'écoute communautaires et Radio Bubusa FM que Samwaki a mis sur pied, ont reçu en août 2010 un Prix d'Excellence pour leur savoir-faire en matière de communication interpersonnelle en milieu rural. Toujours dans la même région, la Marche Mondiale des Femmes (MMF 2010) a suscité une importante mobilisation. La marche de la paix de Bukavu a rassemblé des milliers de femmes dans les rues de la ville. Enfin, pour terminer cette série d'articles sur la RDC, l'association Free Advice rend

hommage aux « femmes transporteuses » du Sud-Kivu dont les fardeaux démesurés portés sur leur dos dépassent parfois 40 kilos qu'elles acheminent sur des dizaines de kilomètres.

D'autres articles démontrent que la formation de groupes et le partage des connaissances peuvent réellement améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. C'est le cas au Bénin, avec le Groupe de Recherche et d'Appui à l'Autopromotion durable à la Base (GRAAB ONG), également point focal de Dimitra, et en Ouganda avec l'expérience du groupement paysan Sanyu Ly'amaka.

Le respect de l'environnement dans une perspective de genre est au centre des deux projets suivants. A Madagascar, nous découvrons le projet Soie sauvage naturelle, géré par l'association FAMIOVA, dans la région du Parc National de Ranomafana. Et en RDC, les femmes sont désormais impliquées dans les activités apicoles dans la forêt au Lwalaba, domaine traditionnellement réservé aux hommes.

Pour terminer, ce numéro présente deux importantes activités de la FAO, l'une concernant l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture et l'engagement de l'organisation en la matière, l'autre la publication d'une nouvelle boîte à outils statistiques, Agri-Gender, qui fournit des orientations sur la façon de collecter des données différenciées par sexe en vue d'une analyse tenant compte de la dimension genre.

Vous trouvez dans ce Bulletin un questionnaire dont le but est d'avoir votre feedback sur toutes les activités de Dimitra. Nous comptons sur vous pour nous le renvoyer rempli afin de pouvoir prendre en compte vos remarques pour le futur.

Dans l'attente de vous lire, nous vous souhaitons, à toutes et tous, une très bonne lecture !

Marcela Villarreal

Directrice

Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et l'emploi rural (ESWD)

Département du développement économique et social de la FAO

CONTACTEZ-NOUS

Eliane NAJROS, Coordinatrice du projet, ☎ +32 2 5490310
Maartje HOUBRECHTS, Chargée de projet, ☎ +32 2 5496168
Marie TULLY, Assistante de projet, ☎ +32 2 5490285
Yannick DE MOL, Expert Associé (Sénégal), ☎ +221 338891632

☎ +32 2 5490314 – e-mail : dimitra@dimitra.org – www.fao.org/dimitra

FAO Projet Dimitra, 21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Graphisme : Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gand
Imprimerie : Parys Printing, Evergem-Gand



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Avec le soutien financier du Service Public Fédéral des Affaires Étrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement (DGCD) Belgique et de la Fondation Roi Baudouin.

Le contenu des articles ne correspond pas nécessairement aux vues de la FAO.

Editeur responsable : Eliane Najros, FAO Projet Dimitra
21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

La Foire aux savoirs au Niger, une nouvelle expérience de partage

Le programme *Gestion des connaissances et genre* de la FAO (voir encadré page 4) a organisé une Foire aux savoirs à Niamey au Niger du 15 au 17 juin. Cette nouvelle expérience de partage des savoirs a été fortement appréciée par les 250 participants venus de toute la région pour assister aux trois jours de rencontre.

Pourquoi une foire ?

L'idée de foire, par opposition à une conférence ou un séminaire, indique une nouvelle façon de faire. Une foire est un lieu de rencontre par excellence, qui vise à introduire un nouveau concept de rassemblement social, de participation, de lieu où s'alternent des sessions planifiées et des échanges informels. Elle s'appelle Foire aux savoirs car elle se veut être un lieu où tous et toutes ont envie de partager leurs expériences, leurs connaissances, ce qui a été appris pendant la mise en œuvre de projets, d'activités.

En choisissant d'organiser une Foire aux savoirs à Niamey, les différentes composantes du programme *Gestion des connaissances et genre* (GCG) de la FAO ont proposé une nouvelle manière d'échanger les connaissances sur des thématiques techniques en utilisant des **méthodologies participatives**. L'objectif n'était pas seulement de faire connaître le programme GCG, mais aussi d'initier une dynamique d'échanges d'expériences, de savoirs et de mise en réseau sur des thématiques communes aux partenaires d'Afrique de l'Ouest.

Quelles ont été les thématiques de la Foire ?

Les thématiques abordées ont été: les bonnes pratiques et innovations agricoles; l'information et la communication en milieu rural; la gestion des intrants.

Les bonnes pratiques et innovations agricoles ont regroupé les dispositifs de formation et de vulgarisation (Ecoles pratiques de vie et d'agriculture pour les jeunes, conseil à l'exploitation familiale, champs écoles paysans, champs de démonstration), les micro-jardins, la gestion intégrée des cultures, la filière de légumes biologiques, l'accès des femmes à la terre, l'agriculture urbaine et périurbaine.

L'information et la communication en milieu rural ont traité de la capitalisation d'expériences, de la communication du genre pour le développement, des clubs d'écoute communautaires, des systèmes d'information et de communication par SMS, des visites d'échanges, de la gestion des contenus sur le web, de l'utilisation des bases de données sur l'horticulture, des centres d'alphabétisation liés aux radios rurales.

La gestion des intrants agricoles s'est penchée



© FAO Programme Gestion des connaissances et genre

sur le financement des intrants (warrantage, crédit de campagne), la gestion de commandes groupées (semences et engrais), l'accès et la distribution (boutiques d'intrants, centrale d'approvisionnement), le renforcement des filières semencières (produits maraichers et vivriers).

Qui a assisté à cette Foire ?

Ont assisté à cet événement différentes personnes et organisations choisies pour leurs contributions potentielles aux échanges, pour les avantages qu'elles pourraient en tirer et pour leur intérêt dans la mission du programme. Ainsi des organisations de producteurs et de productrices ont côtoyé des ONG et projets de développement, des organisations intéressées par les thématiques du programme GCG, des services techniques et des agences des Nations Unies, des étudiant-e-s et chercheurs des universités ou des centres de formation spécialisés dans l'agriculture, des représentant-e-s des partenaires techniques et financiers et de la FAO.

Que couvrent les méthodes et les outils de partage des connaissances ?

Le partage des connaissances est **plus qu'un simple «partage»**. Il implique que l'on va «travailler ensemble» et «s'aider les uns les autres», tout en faisant appel à la «créativité», à la «collaboration», à la «participation». Il existe de nombreuses méthodes, outils et ap-

proches pour permettre aux connaissances tacites de devenir explicites. Chaque session était facilitée et animée en utilisant une méthode ou un outil pour le partage des savoirs. Cette méthodologie a permis aux participant-e-s de découvrir tout ce que l'on peut faire de manière participative pour partager les expériences, sans pour autant utiliser de présentations PowerPoint.

Les participant-e-s ont découvert de **nouvelles méthodes pour le partage des savoirs** tels que :

- le maquis mondial (version francophone adaptée au contexte africain du «world café»);
- le carrousel, une variante du maquis mondial,
- l'assistance par les pairs,
- l'émission de télévision («chat show» en anglais),
- les proverbes,
- l'arbre des connaissances,
- la visite d'échange,
- l'exposé-débat,
- et bien d'autres encore.

Vous pouvez trouver plus d'informations à ce sujet sur le site www.kstoolkit.org (en anglais, avec des documents également en espagnol et français).

En fin de compte, le partage des connaissances, en plus d'être utile, peut aussi être divertissant !

La Foire a été une expérience informative, innovatrice et source d'inspiration.

Les sessions, d'une durée de 75 minutes à 90 minutes, ont été introduites par une présentation du sujet et de la méthodologie utilisée. Après celles-ci, un temps de réflexion a été accordé aux participant-e-s pour synthétiser par écrit ce qui leur semblait important à retenir et à « emporter » chez eux et pour signaler les questions brûlantes auxquelles ils/elles auraient souhaité avoir une réponse durant la Foire aux savoirs.

Les sessions se sont déroulées selon des formats différents :

- Des sessions plénières en ouverture et en clôture de chaque journée ;
- Des ateliers-débats fédérant autour d'un thème spécifique quelques expériences des partenaires du programme, préparés et animés avec une – ou plusieurs – personnes parmi les invité-e-s ;
- Des tables rondes, des démonstrations pour questionner, échanger et débattre sur une expérience, une activité ou une pratique présentée par une organisation ;
- Des projections permettant à une personne ou une organisation de présenter un documentaire vidéo prolongé par un débat ;
- Une visite organisée d'une demi-journée à proximité de Niamey, pour rencontrer sur le terrain les acteurs et actrices d'une expérience présentée lors d'une session de la Foire.

Tout au long de la Foire, les reporters ont documenté les activités en cours par de nombreux reportages et interviews audio, vidéo et photo.



La participation des femmes rurales

Une dizaine de femmes rurales venant de différentes régions du Niger ont également participé à la Foire, invitées par Dimitra et son partenaire l'ONG VIE. Pour certaines, venues avec leur bébé sur le dos, c'était la première fois qu'elles venaient à la capitale Niamey. Elles étaient donc très fières de présenter leurs clubs d'écoute et d'expliquer comment ceux-ci avaient changé leur vie. La majorité de ces femmes n'avaient jamais possédé ni même écouté de radio auparavant. Le monde s'est ouvert pour elles, et avec l'ajout des téléphones solaires, elles considèrent qu'elles ont fait un pas de géant dans la participation de la vie de leur communauté et que leur statut s'améliore très vite.

Malgré leur inexpérience, elles ont étonné tous les participants de la Foire par leur stratégie de travail et de développement. Suite au suc-

cess de leur première présentation, elles ont pu bénéficier d'une session supplémentaire pour expliquer comment elles ont organisé, chaque groupe selon ses désirs et besoins, leurs clubs d'écoute communautaires, comment elles travaillent mieux ensemble et avec les hommes, combien leur confiance en elles-mêmes a grandi et comment elles envisagent l'avenir.

Un réel succès

La Foire aux savoirs a réuni près de 250 personnes (dont 33% de femmes) venant essentiellement du Niger (74%) et du Burkina Faso voisin (17%), d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Bénin, Togo, Mali, Tchad) et d'Europe. De nombreux échanges entre participant-e-s ont été facilités durant trois journées successives par la tenue de 18 ateliers et tables rondes, six projections débats et trois démonstrations (une sur les micro-jardins et deux sur la base de données Hortivar). Les contacts ont aussi été favorisés par la trentaine de stands installés durant toute la durée de la Foire dans un espace ouvert convivial, où de nombreux supports étaient mis à la disposition des participants (documents, plaquettes, publications, cédéroms ainsi que des produits agricoles).

Durant la Foire aux savoirs, un site web interactif a été ouvert et de nombreux participants se sont inscrits pour rester connectés entre eux une fois la manifestation terminée. Les comptes-rendus des sessions, les notes, fiches et articles rédigés spécialement à l'occasion de la Foire et d'autres collectés par les organisateurs pour documenter les thèmes traités sont progressivement traités et mis en ligne. Un cédérom compilant l'ensemble des supports sera produit pour être distribué à l'ensemble des participant-e-s et promouvoir les activités du programme.

Les sites de la Foire aux savoirs :

Site officiel : www.sharefair.net/share-fair-niamey
Site web interactif : www.foireauxsavoirs.net

Le programme Gestion des connaissances et genre



Une prise en compte systématique du genre et la valorisation des acquis dans les projets et programmes sont à l'origine de la création du programme de partenariat FAO-Belgique « Gestion des connaissances et genre » (www.connaissances-genre.net). Ce programme (2008-2011) est composé du Centre d'apprentissage de finance rurale, de Dimitra, Hortivar et Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire.

Dimitra (www.fao.org/dimitra) et Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire (www.capitalisation-bp.net) (voir Bulletin 17) représentent l'aile méthodologique, utilisant une approche participative en vue de favori-

ser un meilleur échange de connaissances et une intégration systématique des questions de genre, grâce à une meilleure gestion de l'information et à la communication. Hortivar (www.fao.org/hortivar) pour les pratiques horticoles (voir Bulletin 15) et le Centre d'apprentissage de finance rurale (www.rural-finance.org) avec le warrantage (voir Bulletin 16) sont l'aile technique.

Le programme GCG a pour but de :

- rendre plus efficace la diffusion des connaissances ;
- promouvoir le partage des savoirs ;
- faire connaître et diffuser les bonnes pratiques, notamment en matière d'appui à la sécurité alimentaire et d'autonomisation des populations rurales ;
- mettre en synergie le plus grand nombre possible d'acteurs du développement.

Le warrantage et les commandes groupées d'intrants

Lors de la Foire aux savoirs de Niamey, plusieurs ateliers-débats ont abordé deux thèmes qui intéressent une grande partie des partenaires du Projet Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire, en particulier les organisations de producteurs et de productrices : le warrantage et l'approvisionnement en intrants agricoles.

Le warrantage a été reconnu comme un système de crédit et un puissant outil de sécurité alimentaire. Cette technique a débuté au Niger à l'instigation du projet Intrants de la FAO en 1999, et s'est progressivement étendue dans les pays voisins.

La croissance évidente des volumes de crédits warrantés au Niger démontre un engouement certain : en 10 ans 2,2 milliards de francs CFA de crédits warrantés ont été octroyés par les banques. Cela a fait gagner 660 millions de francs CFA au monde paysan (30%) et 220 millions de francs CFA aux systèmes bancaires (10% de taux d'intérêts).

A partir de l'expérience nigérienne et avec l'appui de partenaires comme l'ICRISAT (International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics), le warrantage s'est développé dans les pays de la région. A présent, le projet Capitalisation de la FAO tente de valoriser les bonnes pratiques qui contribuent à le rendre accessible de façon égale à toutes et à tous, notamment aux plus démunis-e-s. Car si le warrantage se développe tout seul au Niger, il risque de devenir un produit bancaire d'économie de libre marché profitant davantage aux riches qu'aux plus démunis.

Lors de la Foire aux savoirs de Niamey, en juin dernier, un atelier-débat a permis aux participants d'échanger leur point de vue sur les

diverses expériences intéressantes de warrantage et sur la façon de promouvoir celui-ci de façon durable, tant pour les hommes que pour les femmes et les populations vulnérables. L'assistance a approuvé les initiatives actuellement réalisées avec les associations de la micro-finance du Burkina Faso et du Niger pour garantir le suivi du warrantage, les échanges sur les bonnes pratiques et la constitution d'un « réseau warrantage ».

La question de l'approvisionnement en intrants a suscité des débats passionnés. Ceux-ci ont permis de parler des initiatives des organisations paysannes dans ce domaine, en particulier concernant les commandes groupées d'intrants qui permettent d'en améliorer la qualité, d'avoir de meilleurs prix et de maîtriser les dates d'approvisionnement et les types d'intrants voulus. La Fédération des maraîchers du Niger a exposé son expérience de commande groupée de semences de pommes de terre, effectuée avec un crédit documentaire (CREDOC), démontrant ainsi que les fédérations sont capables de commander directement sur le marché international. Le CREDOC est une garantie fournie par la banque de l'acheteur à la banque du fournisseur et qui donne l'assurance que les intrants seront payés dès leur livraison.

Les discussions ont abondamment tourné autour du manque de coordination entre les ap-

provisionnements en intrants des Etats (issus de dons) et les initiatives privées des organisations paysannes au Niger et des fournisseurs privés au Burkina Faso, et la contradiction que cette situation présente. Des initiatives sont engagées dans chaque pays pour tenter d'harmoniser les deux types d'approvisionnement. Les participants ont applaudi à l'idée de garder le contact entre les acteurs des deux pays pour que les avancées des uns profitent à toutes et à tous. L'idée d'un réseau d'échange d'informations a aussi fait son chemin.

Comment fonctionne le warrantage ?

Les petits producteurs et productrices ont tendance à brader leur production dès la récolte (novembre) pour satisfaire des besoins prioritaires. Pourtant, le prix de ces mêmes récoltes augmente de plus de 56% pendant la période de soudure qui suit (août).

Une solution à ce problème a été introduite au Niger par le projet Intrants de la FAO en faisant appel au warrantage. En novembre/décembre, juste après la récolte, les organisations paysannes (OP) stockent divers produits agricoles de leurs membres dans un magasin sain et sûr. La banque, généralement une institution de finance rurale (IFR), vérifie alors la quantité et la qualité des stocks. Le magasin est fermé avec deux cadenas, l'un pour la banque, l'autre pour l'OP. La banque accorde un crédit équivalent à 80% du prix à la récolte du stock constitué. Ce crédit est distribué à chaque membre au pro rata de son apport dans le stock. Avec le crédit obtenu, les producteurs et productrices réalisent une activité génératrice de revenu (AGR) : embouche, maraîchage, transformation, commercialisation. En mai, grâce aux résultats de l'AGR entreprise, chaque membre rembourse son crédit à son OP qui, elle-même, rembourse à la banque qui libère le stock en rendant sa clé. Les membres ont alors gagné sur deux tableaux : le stock qui a augmenté de valeur et les bénéfices de l'AGR. On estime que ce système génère une augmentation de revenu de 30%.



Après la récolte, les organisations paysannes stockent les produits agricoles de leurs membres dans un magasin sain et sûr.

Les micro-jardins à la Foire aux savoirs de Niamey

A l'occasion de la Foire aux savoirs, quatre séances de formation et de travaux pratiques sur les micro-jardins ont été réalisées pour quelques 25 bénéficiaires par séance, en majorité des femmes. Ces formations interactives ont permis aux participants de découvrir par eux-mêmes les avantages des micro-jardins. Nombreux ont été celles et ceux qui souhaitaient pouvoir installer immédiatement un micro-jardin à la maison.

A la fin de chaque séance les participants ont partagé leur point de vue et ont énuméré les avantages du micro-jardin :

- Il est petit, prend peu de place.
 - Est facile à monter (table de culture avec des lattes de récupération).
 - On peut utiliser une vaste gamme de contenants pour le cultiver (pneu de voiture ou de camion, vieille bassine, seau de diverses dimensions, divers récipients, etc.).
 - Permet de disposer d'une vaste gamme de légumes frais et propres, d'herbes et de condiments pour la consommation de la famille.
 - Requiert peu d'efforts physiques.
 - Tout le monde peut le faire: hommes, femmes, jeunes, enfants, personnes âgées, personnes handicapées ou convalescentes.
 - Nécessite peu d'eau pour l'arrosage et donc peu d'efforts et de temps pour le puisage et le transport de l'eau.
 - Ne pose pas de problème avec les mauvaises herbes.
 - Est facile à protéger contre les attaques de rongeurs et d'insectes y compris les limaces.
- Peut être déplacé, notamment pour le mettre à l'abri du mauvais temps.
- D'autres avantages ont été constatés :
- On récupère l'excès d'eau d'arrosage; donc pas une goutte d'eau n'est perdue.
 - On utilise une faible quantité de substrat, ce qui permet d'épargner en substrat et en compost.
 - On n'a pas nécessairement besoin d'engrais minéraux qui coûtent chers et qui, souvent, ne sont pas disponibles. Par contre on peut utiliser le compost fait à domicile à partir des ordures ménagères.
 - On n'a pas besoin d'acheter des outils pour cultiver et entretenir le micro-jardin. On peut tout faire à la main ou avec des outils fabriqués soi-même (par exemple une binette en bois).
 - Le micro-jardin convient bien pour faire les semis en pépinière à la maison en vue de la transplantation (le repiquage) en plain champ. Il est plus commode de soigner la pépinière à la maison.
 - Les produits sont sains car on n'utilise pas de pesticides.
 - On sait comment les produits ont été cultivés, on connaît l'origine, on n'a pas de doutes sur la qualité et l'innocuité.
 - Les micro-jardins permettent aux enfants d'apprendre le jardinage à la maison et de reconnaître les différentes plantes.
 - On peut utiliser des matériaux et des fournitures disponibles localement (des vieilles lattes de bois, les coques d'arachide, la balle de riz, le fumier, les ordures ménagères, etc.).

- On peut travailler debout presque sans se courber.
- La technologie n'a pas de restriction commerciale, elle est simple et peut être copiée facilement.
- Souvent, les femmes n'ont pas accès à la terre, mais peuvent cultiver autour de la maison.
- Les champs sont éloignés de la maison. Disposer d'un jardin à proximité facilite les soins tout en permettant d'assurer les autres tâches du ménage.
- Sortir de chez soi peut poser des problèmes de sécurité. Il vaut mieux être accompagné. Donc avoir son micro-jardin à la maison est plus commode.
- Le micro-jardin évite totalement les pertes après récolte car on peut cueillir chaque jour ce dont on a besoin.
- Le micro-jardin nous aide à maintenir la maison propre car on recycle les ordures ménagères pour en faire un compost qu'on reverse dans le micro-jardin comme fertilisant organique.

Afin de maintenir le « momentum » créé par cette formation/démonstration, il est envisagé de mettre en place un ou plusieurs centres de formation et de démonstration sur le micro-jardinage pour les hommes et les femmes, les jeunes et les moins jeunes.

Afin de faciliter la mise en pratique immédiate des connaissances acquises, il faudrait pouvoir distribuer un micro-jardin en kit (« Kit MJD ») aux personnes formées. Ces mêmes Kits MJD pourraient être mis en vente dans les boutiques d'intrants ou dans d'autres points de vente/distribution d'intrants afin de rendre les micro-jardins accessibles au grand public. En parallèle, il faudrait mettre en place et animer un système de suivi-conseil, basé sur la méthode de l'Ecole au Champ, et en s'appuyant sur les moyens de communication mis en place par le projet Capitalisation et par le réseau Dimitra.

✿ **Pour plus d'informations, contacter :**
Alison Hodder
FAO - Groupe des Cultures Horticoles
Division de la Production Végétale et de la
Protection des Plantes, AGP
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie
E-mail : alison.hodder@fao.org



Quatre séances de formation/démonstration sur le micro-jardinage ont été réalisées à la Foire aux savoirs. Ces formations interactives ont permis aux participants de découvrir par eux-mêmes les avantages des micro-jardins.

Communiquer et alphabétiser pour l'autonomisation des femmes rurales

Des nouvelles des clubs d'écoute du Niger

L'idée de mettre en lien les centres d'alphabétisation de l'ONG VIE Kande Ni Bayra et les radios communautaires est née en 2006. Quatre ans plus tard, cette idée est devenue réalité : 300 clubs d'écoute communautaires se sont formés dans les localités des centres d'alphabétisation des régions de Téra, Gaya et Dosso, dans le sud du Niger. Cette collaboration favorise désormais l'accès des femmes rurales à l'information et à la communication pour le développement.

Depuis juillet 2009, le projet « Clubs d'écoute¹ » travaille pour briser l'enclavement des populations rurales nigériennes. Le principe est que, grâce à l'accès à des informations fiables et choisies par elles, les populations rurales, et en particulier les femmes, peuvent participer à la vie de la communauté et au développement. Le projet connaît un essor notable et vient de s'étendre à Falwel et Tanda grâce à l'implication du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA).

En un peu plus d'un an, 300 clubs d'écoute communautaires – dont 200 entièrement féminins, 89 clubs d'écoute masculins et 11 clubs mixtes – ont été mis sur pied avec l'ONG nigérienne VIE Kande Ni Bayra qui accompagne la mise en œuvre du projet. Ces clubs d'écoute mobilisent plus de 1500 femmes et hommes tandis que neuf radios communautaires sont impliquées à Téra, Bankilaré, Gorouol, Dantiandou, Kiota, Garantchéday, Gaya, Tanda et Falwal.

Radios et téléphones solaires : des outils indispensables

Le projet a certainement amélioré la connaissance par les populations rurales des nouvelles technologies, telles que les radios solaires et les téléphones portables organisés en « flotte ».

Initialement, le projet a fourni à chaque club une radio solaire à manivelle et un téléphone portable équipé d'un chargeur solaire pour permettre la collaboration entre les radios et les clubs. Cette démarche vise à donner aux femmes, aux jeunes et aux hommes l'occasion de développer des capacités de leadership.



Les membres du club d'écoute de Kiota lors de la cérémonie de lancement du projet à Dantiandou en juin 2010.

Rapidement, le succès et les sollicitations étaient tels que des moyens de communication complémentaires ont été mis à disposition des clubs. Une centaine de téléphones portables supplémentaires ont été répartis dans les clubs d'écoute. Ces téléphones ont été mis en liaison selon une formule de réseau appelée « flotte » qui permet aux clubs et aux radios de communiquer gratuitement et à tout moment.

Le téléphone portable est également utilisé aujourd'hui pour communiquer entre les villages, sur des sujets aussi variés que des événements sociaux, la nature des cultures pluviales, les prix des produits agricoles et d'élevage ou encore pour proposer des produits à vendre. Mais les téléphones de la « flotte » servent aussi de cabine téléphonique publique, car ils permettent de passer des appels privés pour un montant modeste. Les revenus ainsi collectés alimentent, entre autres, la caisse d'entretien et de chargement de la batterie du téléphone. Ils pourront aussi aider, dans le futur, à assumer le coût de l'abonnement téléphonique.

Témoignage – Mariama Hassane, du Club d'écoute de Fogou

« Notre dernier sujet ? Avant-hier, nous avons causé sur le paludisme et tout ce qui le concerne.

Pour contrecarrer la maladie, nous devons assainir nos lieux de résidence. On nous a demandé de désherber tout autour de notre maison car c'est dans ces herbes que le moustique pond ses œufs. Il faut aussi retirer les petits récipients, les boîtes de conserve, les flaques d'eau près de la case car ce sont des gîtes pour les moustiques. Des lieux de ponte.

Le soir, nous devons prendre nos précautions dès le coucher de soleil en utilisant nos moustiquaires, même pour la causerie.

Nous avons appris quels sont les signes permettant d'identifier la maladie et dès que nous pensons qu'une personne en souffre, il est urgent de la conduire au dispensaire. Voilà. »

Témoignage – Moctare, ONG VIE, Région de Téra

« La dernière émission que j'ai écoutée évoquait un cas concret dans un village où une jeune fille de 11 ans allait être donnée en mariage alors qu'elle allait toujours à l'école. Il y eut une intervention pour faire comprendre aux parents, surtout au père qui avait pris la décision, qu'il est plus intéressant de laisser l'enfant poursuivre ses études. Les villageois ont aussi contacté les autorités communales pour qu'elles donnent leur point de vue. Le maire du village a dit à la radio que si le père continuait dans son intention de donner sa fille en mariage malgré son jeune âge, il serait mis en prison.

Les autres villages ont réagi en racontant leurs expériences mais ils parlaient de situations qui étaient déjà passées. Dans ce cas présent, il y avait un apprentissage de quelque chose qui se déroulait à l'instant et sur lequel les femmes leaders des clubs d'écoute et la radio ont eu une influence ».

Pour les femmes, les téléphones ont aussi facilité la naissance d'un réseau social: ils permettent de communiquer avec les autres femmes sans se connaître et de partager des informations au delà des sujets abordés par les clubs (les premières pluies, ce qui va être planté, etc.).

Une organisation flexible

Les clubs d'écoute décident eux-mêmes comment s'organiser. En général, les membres du club dans chaque village se répartissent en trois sous-groupes – dont un composé d'hommes – pour écouter des émissions et discuter régulièrement. Lorsqu'une thématique est jugée d'importance communautaire avérée, les clubs invitent la radio communautaire pour un enregistrement de la synthèse de leurs opinions sur ladite thématique. Cet enregistrement fait l'objet d'un montage par les techniciens de la radio communautaire que le projet a doté de kits de reportage numérique. L'élément est alors diffusé sur les ondes de la radio et suscite directement – par téléphone portable – des avis, des remarques, des observations et des suggestions qui débouchent souvent sur la relance d'une nouvelle préoccupation.

Les thématiques choisies jusqu'à présent par les clubs sont variées. En voici quelques unes: la sécurité alimentaire, les cultures de contre-saison, les intrants agricoles, la santé humaine, des végétaux et des animaux, l'éducation, la décentralisation ou encore la culture de la paix.

Les discussions thématiques ainsi que l'écoute des émissions radio apportent aux participants de nouvelles connaissances leur permettant d'améliorer leur vie quotidienne. Par exemple, suite à une série d'émissions, hommes et femmes dans plusieurs villages ont entrepris ensemble des actions d'assainissement.

“Empowerment” des femmes

L'engouement des femmes au sein des clubs d'écoute a dépassé toutes les attentes. En fonction de leur disponibilité, celles-ci suivent les émissions de façon autonome. Fait marquant, les femmes ont pris conscience de l'existence des radios rurales. Et elles connaissent désormais le personnel des radios, ce qui rend possible le partage d'informations. Même si le rôle et la mission des radios communautaires restent encore peu compris, force est de constater que les femmes osent désormais contacter les radios et qu'elles participent aux débats avec enthousiasme. Ce sont là des signes qui montrent qu'elles ont développé de nouvelles compétences et, surtout, que leur confiance en elles-mêmes est renforcée. Elles le disent avec fierté: « l'information n'est plus la chasse-gardée des hommes ».

Ali Abdoulaye, Coordinateur de l'ONG VIE, l'affirme: « auparavant, les femmes n'avaient jamais la parole, elles s'essayaient derrière les hommes et même quand on les interrogeait directement, elles se tournaient vers les hommes, eux seuls ayant voyagé, ils avaient un avis pertinent. Aujourd'hui, ces mêmes femmes ont pris conscience de leur savoir, elles donnent leur point de vue, contredisent le point de vue imposé, s'organisent pour être considérées et entendues. Les débats des femmes ont démontré qu'elles étaient capables d'analyser, synthétiser. »

Les activités des clubs représentent également pour les femmes des moments de loisir, et parfois de gestion des conflits, après des journées surchargées.

Effets multiples

L'apport du projet est multiple: un meilleur accès à l'information des femmes rurales a également engendré des effets non attendus comme une redynamisation des centres d'al-



phabétisation. Ali Abdoulaye souligne qu'avant que les clubs ne soient installés dans le village, l'utilité de lire et écrire était moins évidente pour les femmes. « Elles pensaient qu'un tel apprentissage ne leur serait jamais utile. Par le fait de manipuler de nouvelles technologies, elles découvrent le besoin indispensable de communiquer. D'écrire, de lire un message. Cette pratique a rehaussé l'engouement pour les centres d'alphabétisation. »

✿ Pour des informations supplémentaires, contacter :

ONG-VIE Kande Ni Bayra
Ali Abdoulaye, Coordinateur
B.P. 349
Niamey, Niger
Tél: +227 20 752560
Tél/Fax: +227 20 755448
E-mail: viebayra@intnet.ne

Former les journalistes en genre, une nécessité

Dans le cadre du projet « Clubs d'écoute », une formation de journalistes radio en « Genre et pratique radiophonique » a été organisée du 31 mai au 4 juin 2010, à Niamey.

L'ONG VIE Kande Ni Bayra a rassemblé une vingtaine de journalistes des neuf radios du projet. Chaque radio était représentée par deux agents: le directeur et le point focal du projet Clubs d'écoute.

La formation a contribué à renforcer les capacités des participants en réalisation d'interviews, en genre et sur le plan technique. L'idée étant de permettre aux agents des radios de réaliser des interviews de qualité en terme de contenu (préparation, conduite de l'interview, écoute critique), en insistant sur l'importance de la dimension participative de la mission des radios communautaires.

Point essentiel dans le projet, il s'agissait également d'envisager avec les participants comment concrètement intégrer le genre dans la réalisation de leurs émissions. Enfin, une initiation technique a été offerte pour permettre l'utilisation du matériel de reportage numérique distribué.

La composition du personnel des radios partenaires a automatiquement entraîné une faible représentation des femmes (2 sur 17) parmi les participants à la formation. D'autres formations in situ devront permettre d'intégrer davantage de femmes dans les activités du projet.

1 Le nom complet est « Clubs d'écoute pour l'autonomisation et le leadership des femmes rurales et des jeunes des centres d'alphabétisation ». Le projet est financé par la FAO (via le projet Dimitra), le PNUD, l'UNIFEM, l'UNFPA et la Coopération canadienne.

« Les gens ne comprennent pas que l'information est le début de tout développement »

ADELINE NSIMIRE BALIKA, COORDINATRICE SAMWAKI - SAUTI YA MWANAMKE KIJIJINI

Adeline est la coordinatrice de Samwaki, une ONG qui travaille sur l'amélioration des conditions de vie des populations rurales au Sud-Kivu grâce à l'accès à l'information et à la communication. Le Sud-Kivu est une province de la République démocratique du Congo (RDC) qui a été gravement touchée par la guerre. Si Samwaki rencontre aujourd'hui le succès, comme en témoigne le deuxième prix de l'excellence en communication sur le VIH/SIDA d'AfriComNet reçu en 2010 (voir p. 11), c'est en grande partie grâce à la détermination et au leadership de sa coordinatrice. Rencontre.

Dites-nous un mot sur vous ...

J'ai étudié la pédagogie générale à Walungu [au Sud-Kivu, environ 50 km au nord est de la ville de Bukavu]. Puis j'ai enseigné dans une école secondaire, j'étais professeure de français et de technologie. Ensuite, j'ai été engagée par l'ONG Association des Femmes pour le Développement (AFD) en tant que responsable des questions de genre en 2001, avant de fonder l'ONG Samwaki et d'en devenir la coordinatrice.

Quand vous êtes-vous impliquée dans la société civile ?

Tôt en fait, étant enfant, je me retrouvais déjà naturellement à représenter les autres. Mes camarades me demandaient de parler et j'aimais bien cela. Ils me connaissaient. Cela faisait plaisir à la famille, elle me soutenait. J'ai toujours fait preuve de leadership.

Les questions liées au genre étaient déjà au cœur de vos préoccupations ?

Honnêtement non, même si je le sentais sans le savoir. C'est seulement quand j'ai rejoint l'AFD que j'ai pu renforcer mes connaissances sur les questions liées au genre. Là j'ai suivi des formations, qui m'ont permis de comprendre les rapports entre les hommes et les femmes.

Avant cela, c'est comme si je le faisais intuitivement. Mes parents étaient pour le fait que je m'implique dans les mouvements de jeunesse, mais ils avaient des problèmes car on ne pouvait pas laisser partir une fille. En tant que représentants, on était souvent amené à voyager dans la région pour rencontrer d'autres jeunes et moi je représentais la jeunesse féminine. Cela me faisait plaisir de rendre service. Je me rappellerai toujours le jour où on a fait un spectacle théâtral dont j'étais responsable dans un village. Voici ce que m'a dit ma soeur « tu ne ressens pas de honte devant les gens, tu n'as pas peur de parler de danser, de jouer ! » Et elle me le rappelle encore ! (rires)

Mais ce n'était pas toujours facile avec la famille. Je fréquentais l'église catholique et les missionnaires catholiques faisaient recours aux



© Dimitra

jeunes, dont moi, pour toutes sortes d'initiatives dans la région. Quand tu vois l'importance de la fille dans la famille chez nous, c'était un paradoxe. D'un côté, ils étaient pour, mais de l'autre ils étaient contre car la coutume dit qu'il faut protéger la fille. Si on quittait la maison, ça allait être un problème. Au final, ils ne nous empêchaient pas de voyager, mais ce n'était pas facile pour eux. (rires)

Pourriez-vous nous expliquer ce que fait concrètement l'ONG Samwaki ?

Le nom complet de Samwaki en swahili – Sauti ya Mwanamke Kijijini – signifie « la voix de la femme rurale ». Ce que nous avons comme mission, c'est de faire accéder la population rurale et particulièrement la femme à l'information et à la participation pour son auto promotion. Concrètement, dès 2003, on s'est réuni pour identifier des groupements féminins et mixtes dans les villages du territoire de Walungu et nous les avons structurés en axes de communication. Finalement, on a fait en sorte que neuf groupements paysans des villages voisins de

“ Il n'y a pas une société pour les hommes et une société pour les femmes. Il faut trouver une complémentarité, il faut conjuguer les efforts pour réussir le développement. ”

Walungu et Kabare se connaissent et agissent de manière concertée. Samwaki les a mis en réseau.

Ensuite nous sommes passés des axes de communication, qui consistaient en l'organisation de formations et de rencontres d'échange, à la mise sur pied de clubs d'écoute, en 2005, avec Dimitra. Puis en 2006, parallèlement, nous avons contribué à la création du Réseau des Femmes rurales du Sud-Kivu (REFERUSKI) qui comprend des groupements mais aussi plu-



sieurs clubs d'écoute. Et, en 2008, nous avons permis l'implantation de la radio communautaire Bubusa FM, la radio des femmes rurales. Nous en sommes très fières.

Comment en êtes-vous arrivée à créer l'ONG Samwaki ?

Pendant que je travaillais à l'AFD, on a acquis des nouvelles compétences et connaissances. Mais la guerre est arrivée, en milieu rural. Je voyais directement la manière dont les femmes souffraient dans cette situation. J'ai alors réuni quelques femmes pour voir quoi faire. On était coupé de la ville, Bukavu, qui était à quelques dizaines de kilomètres, il fallait faire quelque chose... En 2002, on a décidé de créer une association de femmes rurales, pour faire entendre notre voix, même si la situation était chaotique.

“Ce qui a fait évoluer la situation, c'est qu'on a toujours impliqué les autorités traditionnelles dans nos réunions, dans nos activités.”

Au début, le défi c'était que les populations pensaient qu'une ONG, ça sert à amener de l'aide humanitaire, de la nourriture ou de l'assistance. Nous disions qu'il fallait attendre autre chose mais les gens ne comprenaient pas. Ils nous prenaient un peu pour des folles et ils pensaient que l'information ça ne sert à rien. Samwaki a alors fait beaucoup de sensibilisation : on est passé de village en village, pour parler du rôle et de la position de la femme dans le contexte de la guerre, pour rallier des gens à notre cause. Les gens ne comprenaient pas que l'information est le début de tout développement.

Avez-vous rencontré des résistances parce que vous êtes des femmes et que vous parliez de questions liées au genre ?

Oui évidemment, et certaines existent encore aujourd'hui mais ça a beaucoup évolué ! On ne tolérerait pas qu'une femme parle librement. C'était difficile aussi de faire accepter que les femmes aussi ont leur mot à dire. Pour certains, nous étions considérées comme « celles qui lèvent la voix là où elle ne peut pas être entendue » ou encore « des chèvres qui urinent sur les bœufs » (rires). Une femme qui donne son avis à un homme, c'était perçu comme cela. En plus, le contexte était aussi très défavorable. Mais ça a évolué car on a persisté et tout le monde a compris que les femmes peuvent aider à faire changer les choses grâce à des actions concrètes qu'on a menées. Aujourd'hui, le

partenariat avec les hommes existe aussi, mais il faut toujours chercher l'équilibre.

Y-a-t-il eu d'autres défis auxquels vous avez été confrontée ?

Je vous le dis, le premier défi c'était aussi la lourdeur de la coutume, une femme ne peut pas parler devant les hommes, s'adresser aux chefs coutumiers, aux chefs locaux, c'était difficile. Je me demandais jour et nuit comment m'y prendre s'ils n'étaient pas disposés à m'écouter.

Le second défi concernait les contraintes familiales. Quand que je me suis mariée, j'ai eu des enfants rapidement et c'était difficile de voyager par rapport à la belle famille. Ils ne voulaient pas que je fasse cela. Ils ne comprenaient pas bien que j'étais. Je sentais que ça n'allait pas, mais rien n'était dit directement. Heureusement, mon mari m'a toujours soutenue et encouragée. Mais en Afrique, la femme est pour toute la famille, pas seulement pour le mari. Son soutien m'a quand même permis d'avancer. Et aujourd'hui tout le monde a compris le bien-fondé de ma démarche.

J'ai surmonté tout cela par le courage. On disait « tu ne peux pas y aller » mais moi j'y allais ! Je n'ai pas eu peur d'affronter ces difficultés, même s'il y avait un blocage. Je savais que c'était des mots, mais qu'on n'allait pas me frapper.

“ Bien sûr, il y a des obstacles mais il faut être persévérant et courageux. Personne n'est capable dès le début, mais au fur et à mesure on apprend. On apprend à travers les actions. ”

Dans les zones où vous travaillez, les chefferies ont-elles évolué par rapport à cela ?

Oui, ça a beaucoup changé depuis 2003 ! Aujourd'hui, on travaille avec eux. Ils sont impliqués dans tous nos programmes et ils collaborent. Rien que cela, c'est une grande réussite pour l'organisation.

Ce qui a fait évoluer la situation, c'est qu'on les a toujours impliqués, dans nos réunions, dans nos activités. Par exemple, dans le cas des axes de communication, chaque fois qu'on allait dans un village, Samwaki essayait d'intéresser les chefs, au moins de les tenir informés. Et on rendait aussi des services d'intérêt général comme nettoyer une route ou nettoyer une école. La solution pour une prise de conscience a été de toujours aller vers eux...

Avez-vous un message à transmettre à nos lecteurs et lectrices ?

Vous savez, il ne faut pas se décourager quand on s'est fixé un objectif. Bien sûr, il y a des obstacles mais il faut être persévérant et courageux. Personne n'est capable dès le début, mais au fur et à mesure on apprend. On apprend à travers les actions. Il faut soutenir les actions des femmes, on est dans une société avec des hommes et des femmes, on n'a pas le choix.

Aux hommes, je dirais de toujours soutenir les actions de femmes : il n'y a pas une société pour les hommes et une société pour les femmes. Il faut trouver une complémentarité, il faut conjuguer les efforts pour réussir le développement.

En tout cas, je souhaite bonne chance à toutes les femmes qui œuvrent pour l'équilibre des rapports entre hommes et femmes.

* Contact :

Adeline Nsimire Balika, Coordinatrice
Samwaki
161/00 Av. Patrice F. Lumumba,
Commune d'Ibanda,
Bukavu (Sud-Kivu), RDC
Adresse postale :
BP 459, Cyanguu, Rwanda
Tel : +243 81 4740077
E-mail : samwakiasbl@yahoo.fr

Un prix pour Radio Bubusa FM et les clubs d'écoute communautaires du Sud-Kivu

Radio Bubusa FM et les clubs d'écoute communautaires du Sud-Kivu ont récemment reçu le deuxième Prix de l'Excellence en Communication sur le VIH/SIDA 2010, dans la catégorie « Best Mass Media Initiative ». Ce prix, décerné par AfriComNet, African Network for Strategic Communication in Health and Development, a été attribué à l'issue d'un concours dont le but était d'identifier et primer des initiatives africaines novatrices en matière de communication sur le VIH/SIDA.

La mission d'AfriComNet, organisation basée à Kampala (Ouganda), est de renforcer les capacités et de reconnaître des stratégies de communication pour la santé et le développement en Afrique. L'originalité des clubs d'écoute communautaires du Sud-Kivu et leur action conjointe avec Radio Bubusa FM ont attiré l'attention des organisateurs et du jury. Le premier prix dans la catégorie « Best Mass Media Initiative » a été décerné au « Abugida Radio Show » (BBC-Ethiopie).

La cérémonie de remise des prix a eu lieu à Johannesburg (Afrique du Sud), le 12 août 2010. Soucieux de partager cette reconnaissance avec tous les membres actifs des clubs d'écoute communautaires, Samwaki a organisé le 4 septembre un événement solennel au Sud-Kivu. Au cours de cette journée, le prix a été présenté officiellement aux autorités locales, au personnel de Radio Bubusa FM et aux membres des clubs d'écoute communautaires et de Samwaki.

Lors de cette journée, Josseline M'Mawinga, présidente du club d'écoute communautaire « Rhuhinduke » de Mugogo a rappelé qu'avant la mise en place des clubs d'écoute communautaires et de Radio Bubusa FM, le SIDA était considéré comme une question tabou, mais « aujourd'hui, c'est en toute liberté et sans complexe que des sujets sur le VIH et le SIDA font l'objet de conversations et de débats au sein des familles, dans les églises, à l'école, dans le champ communautaire, à la rivière,

etc. C'est ce silence que nos initiatives ont brisé autour du VIH et du SIDA qui a motivé AfriComNet à reconnaître la stratégie de Radio Bubusa et des clubs d'écoute pour lutter contre le virus dévastateur. »

Pour fêter dignement sa reconnaissance internationale, Radio Bubusa FM a diffusé non-stop, le 4 septembre 2010, des émissions dont le thème rassembleur était (en mashi) « Rhu-cikebuk'Esida Rucibikule Lyo Rhuyilwisa » : évitons le SIDA, parlons-en pour une lutte efficace.

Radio Bubusa FM se distingue par la sensibilité de ses émissions au genre et par sa manière d'aborder un sujet auparavant tabou, que nul n'osait aborder en famille ou en groupe : le SIDA. En plus, aujourd'hui c'est la seule radio communautaire de la région qui utilise des sources d'énergie renouvelable pour fonctionner (énergie solaire et éolienne), avec un impact positif pour la population.

Pour plus d'informations sur Radio Bubusa FM, voir le Bulletin Dimitra 17, novembre 2009, page 11.

* Pour en savoir plus :

Radio Bubusa FM
radiofemmesrurales@yahoo.fr
AfriComNet
www.africomnet.org



La Marche Mondiale des Femmes 2010 à Bukavu

Démilitariser l'est de la RDC

pour en faire une région sans violence

Grande réussite. C'est l'expression qui convient pour qualifier la Troisième Action Internationale de la Marche Mondiale des Femmes, dont les activités de clôture se sont déroulées à Bukavu (RDC), du 13 au 17 octobre 2010. Quelque 42 pays y étaient représentés et, le dernier jour, des milliers de femmes ont participé à une marche pour la paix dans les rues de Bukavu.

La Troisième Action Internationale de la Marche Mondiale des Femmes (MMF 2010) s'est déroulée sur plusieurs mois avec beaucoup d'activités dans de nombreux pays. Pour la clôture de la MMF 2010 à Bukavu, l'Institut Ibanda a servi de cadre à cet événement international, qui a rassemblé plus de 1.000 personnes en quelque 148 délégations en provenance de 42 pays des quatre coins du globe. 78 journalistes de la presse écrite et audiovisuelle, aussi bien nationaux qu'internationaux, étaient également présents.

La cérémonie d'ouverture des activités a eu lieu pendant la soirée du 13 octobre avec des discours officiels. Quatre orateurs se sont succédé au podium, dont l'épouse du Président de la République, la Secrétaire internationale de la Marche Mondiale des Femmes, la Ministre nationale du Genre, de la Famille et de l'Enfant et le Gouverneur de la province du Sud-Kivu.

La marche pour la paix de plus de 20.000 femmes congolaises et de leurs sœurs d'autres pays dans la ville de Bukavu a été le point d'orgue de cette action mondiale et c'est avec elle que la MMF 2010 s'est clôturée.

Quatre thèmes clé pour les femmes

Comme on pouvait s'y attendre, le temps fort des activités de la MMF 2010 à Bukavu a été marqué par les travaux en panel. Des exposés suivis de débats autour des quatre thèmes de la Marche – l'autonomie économique des femmes, les biens communs et les services publics, la paix et la démilitarisation, et les violences faites aux femmes – ont permis à plus d'une participante de cerner les véritables causes de la persistance de l'insécurité dans l'est de la RDC. Causes qui sont basées sur des intérêts économiques des pays occidentaux, en complicité avec certains pays voisins. L'on a cependant déploré, lors de ces débats, l'absence de représentation des femmes rurales, qui sont les principales victimes des violences par des hommes armés et dont les témoignages auraient été plus édifiants encore. Qui plus est, des hommes et des femmes au pouvoir ont profité de l'événement pour faire vêtir les femmes issues des quartiers démunis de Bukavu de T-shirts portant les effigies de leurs partis politiques – allant ainsi à l'encontre des reven-



dications collectives des autres femmes qui réclamaient haut et fort leur dignité de femme. Une tentative de récupération politique de l'événement au prix d'un pagne, d'un T-shirt ou sur base d'une simple promesse...

Pour exprimer leur compassion envers les femmes et les filles victimes ainsi que les survivantes aux violences, et pour immortaliser toutes celles ayant succombé à la suite des violences subies, les participantes à la MMF ont planté un bosquet sur la place du rond-point de Nguba à Bukavu. Elles ont par ailleurs visité la fosse commune à Mwenga, située à une centaine de kilomètres de Bukavu où, en 1999, 13 femmes ont été enterrées vivantes après avoir été humiliées et torturées. La délégation s'est également arrêtée dans le village de Kasika, en hommage aux 1937 personnes mortes lors du massacre des 23 et 24 août 1998.

Traduire les engagements en actes

Pour rappel, la MMF 2010 s'était fixée pour objectif de contribuer à la consolidation de la paix et à la pacification durable de l'est de la RDC en particulier, et du pays en général.

Pour y parvenir, les femmes congolaises, en solidarité avec les femmes venues des quatre coins de la planète, ont élaboré un cahier des charges adressé au Président de la République ainsi qu'aux représentants de la communauté internationale.

La MMF 2010 est une réussite de par la mobilisation des ressources et le contenu des messages véhiculés et débattus. Le Comité de Suivi des acquis de la Marche, dont la coordination est assurée par le CONAFED (Comité National Femme et Développement), a maintenant le devoir de mettre toutes les batteries en marche pour que les engagements pris par les uns et les autres soient traduits en actes. Les représentants de l'Etat ont, dans leurs discours, renouvelé leur promesse de faire de la recherche et de la consolidation de la paix et la lutte contre les violences envers les femmes leur cheval de bataille. Nous attendons de voir...

✿ **Pour en savoir plus:**
www.mmf2010.info

Article rédigé par Adeline Nsimire Balika, Samwaki

Lourdes charges : un hommage aux femmes de l'est de la RDC

Des milliers de femmes de l'est de la République démocratique du Congo (RDC) travaillent en tant que « femmes transporteuses ». Elles font partie du paysage et demeurent invisibles pour la majorité des gens. Mais pour les photographes de l'association Free Advice, elles représentent un symbole : le dos courbé, ces femmes semblent porter le fardeau de la situation sociale, économique et politique de l'est du pays.

Dimanche, 10 heures du matin, sur la route qui mène à Mudaka, un village dans le Sud-Kivu. Des femmes s'avancent, la tête enserrée par une sangle, le dos courbé sous le poids de fardeaux impressionnants. Ce sont uniquement des femmes, de tous âges, qui se rendent au marché pour y vendre leurs produits.

Un premier groupe de quatre – une fillette, deux femmes, un garçon – s'avance, tous en file indienne sur le bord de la route. Sur le dos, un haut sac de toile, pareil à une tour blanche d'où émerge le bois noirci retenu par des lanières. Elles transportent du *makala*, du charbon de bois, produit à partir des arbres des collines autrefois boisées du Sud-Kivu. Un autre groupe s'avance qui, cette fois, porte d'énormes régimes de bananes plantain, un des aliments de base de la population locale. Puis voici un troisième qui, lui, transporte des racines de manioc, un autre ingrédient incontournable. Plus loin, d'autres femmes toujours, dont quelques vieilles mamans, sont courbées sous des ballots regorgeant d'oignons. D'autres supportent de volumineux fagots de bois.

Fardeaux de 40 kg sur 40 km

La procession va ainsi durer pendant les premières heures de la journée. Des dizaines, ou plutôt des centaines de femmes vont défi-

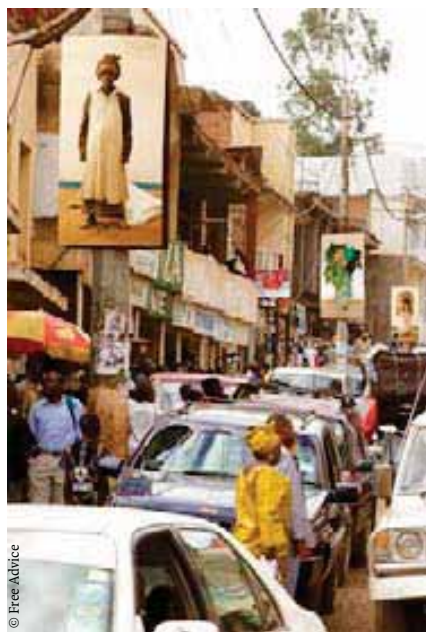
ler, porteuses de lourdes charges que l'on voit plus souvent, dans d'autres pays, transportées à dos d'animal ou, dans d'autres coins de la RDC, sur des camions dangereusement surchargés ou, là où les routes sont impraticables, sur des vélos. Après une ingénieuse transformation, les bicyclettes, chargées de 60 ou même 80 kilos de marchandises, sont poussées avec peine, sur de longues distances, par des hommes.

Ici, pas d'hommes porteurs. L'on ne compte que de rares garçons parmi les porteurs. Dès qu'ils seront plus âgés, ils seront dispensés de cette tâche indigne d'un homme. Le partage inégal des rôles masculin et féminin est un apprentissage précoce qui s'effectue non seulement au sein de la famille, mais aussi à l'occasion des activités économiques et sociales quotidiennes.

Le poids des charges transportées est mesuré à l'aide d'une balance suspendue à un



arbre. La moyenne est de 40 kilos. La plus lourde charge enregistrée est de 52 kilos. La petite Amina, une fillette de 12 ans, porte un sac d'oignons de 22 kilos. Interrogées sur la



Une exposition itinérante et « hors les murs » de photographies des « femmes transporteuses » du Sud-Kivu

Eliane Beeson et François Vaxelaire, de l'association Free Advice, sont récemment allés à Bukavu pour la réalisation d'un reportage photographique sur les femmes transporteuses pour l'Observatoire de la Parité, une ONG locale qui vise l'égalité hommes-femmes à tous les niveaux.

Ils ont rencontré beaucoup de femmes transporteuses le long des routes et dans les marchés aux alentours de Bukavu, et ont réalisé 100 portraits dans deux entrepôts transformés en studios de photographie improvisés. Les femmes étaient tellement impliquées et le résultat tellement fort, que les photographes ont ressenti le besoin de montrer les images sur place. L'idée est née de présenter les

photographies dans le cadre des activités de clôture de la troisième Marche Mondiale des Femmes, tenue à Bukavu du 13 au 17 octobre 2010. A cette occasion, des centaines de femmes activistes du monde entier ont rempli la ville pour manifester leur solidarité avec les femmes congolaises, promouvoir les droits des femmes et lutter contre la guerre et la pauvreté. Des portraits grandeur nature des femmes transporteuses ont été exposés tout au long de la route empruntée par la marche des activistes. Cet évènement fort a été accompagné d'un large éventail d'activités – réalisation et diffusion de spots radio, tables rondes et ateliers sur les stéréotypes liés au genre – organisées par l'Observatoire de la Parité.



distance parcourue à transporter tous ces kilos, les femmes répondent venir de villages aux alentours de Kalonge, situés entre 40 ou 50 km du marché de Mudaka. Elles disent être parties la veille vers 17h, s'être reposées de 23 à 3h du matin et avoir repris la marche jusqu'au moment où nous les rencontrons, à 11h. Ce qui donne un parcours de 14 heures de marche.

Poids de la tradition

A la question de savoir pourquoi les femmes seulement font le portage, la plupart répondent que « c'est la tradition, la coutume, la culture » et que cela fait partie des tâches habituellement réservées aux femmes. D'autres, vendeuses de cosette de manioc, de régimes de bananes, de braises, invoquent des raisons économiques : elles font le portage parce que les conditions de vie sont difficiles.

A la question de savoir pourquoi les hommes n'aident pas leurs femmes au transport des marchandises pour le marché, les intéressées répondent que le transport des produits, surtout des récoltes des champs, est un travail de femmes. L'une ajoute même une explication physiologique : « la tête des hommes n'est pas faite pour transporter et moins encore le dos et ce sont les femmes qui sont destinées et éduquées dès le bas âge à ce genre de transport ».

✳ Pour toute information complémentaire,

contactez :

Free Advice asbl

François Vaxelaire et Eliane Beeson

info@free-advice.be

http://free-advice.be

L'Observatoire de la Parité

Espérance Mawanzo, Directrice

Tél. : +243 9999 41197

contact@observatoiredeleparite.org

www.observatoiredeleparite.org

Bénin – Rendre les femmes autonomes pour assurer la sécurité alimentaire

Le Groupe de Recherche et d'Appui à l'Autopromotion durable à la Base (GRAAB ONG) a pour objectif de contribuer au bien-être et à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus démunies au Bénin, en particulier les enfants et les femmes, en mettant l'accent sur l'approche participative et auto soutenue. L'organisation est également le Point Focal de Dimitra dans le pays.

Pour GRAAB ONG, toute personne humaine, homme et femme, peut aspirer et accéder au mieux être social, économique et culturel. Ceci est un vœu légitime, mais le seul moyen de pouvoir briser la longue chaîne des déséquilibres sociaux dans le monde est de considérer les millions de marginalisés – les pauvres, les femmes, les enfants et toute autre couche vulnérable – comme des personnes ayant une dignité, un devoir, une capacité et des ressources à renforcer pour leur épanouissement effectif.

Autonomisation des femmes : une action concrète

Dans le cadre d'un projet d'autonomisation des femmes, mis en œuvre par GRAAB ONG et financé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), 120 femmes ont été for-

mées aux techniques d'élevage de lapins et sur des bases de comptabilité pour une meilleure gestion de leurs affaires. Toutes ces femmes sont issues de ménages à revenus faibles à Golo-Djigbé, dans la commune d'Abomey-Calavi. Après la formation, elles ont eu un soutien pour s'installer : chacune a reçu un kit d'élevage consistant en deux cages à quatre compartiments, huit mangeoires, huit abreuvoirs, un seau en plastique, un coupe-coupe et quatre lapins (trois femelles et un mâle). Au bout de six mois, les femmes sont censées restituer les quatre lapins reçus, ce qui permet d'installer d'autres femmes dans les mêmes conditions.

Les femmes sont suivies par une animatrice technicienne vétérinaire qui fait des visites mensuelles à domicile à chaque bénéficiaire.

Elle donne un appui technique pour les soins vétérinaires nécessaires et des conseils pratiques selon les cas. Elle organise des rencontres afin de planifier avec les femmes la date des différentes activités et responsabiliser chaque femme à sa tâche. Des réunions hebdomadaires permettent d'échanger les expériences entre les femmes, de mesurer les activités par rapport au calendrier, de relever les difficultés et de rechercher les solutions.

Implication des femmes dès l'origine du projet

Le projet a pris forme à partir des propositions des femmes elles-mêmes, et compte tenu des difficultés qu'elles éprouvent pour subvenir à leurs besoins. Ce sont elles qui ont choisi le lapin, vu son cycle de reproduction court. Les



Les participantes au projet ont été formées aux techniques d'élevage de lapins et sur des bases de comptabilité pour une meilleure gestion de leurs affaires.

femmes ont été impliquées dans tout le processus et chacune d'elles est responsable de son affaire.

Une étude avant le démarrage du projet a permis d'identifier, sur le plan socioculturel, que le lapin n'est pas interdit en élevage ni en alimentation dans la communauté. Sur le plan technique et environnemental, des produits locaux sont disponibles et les femmes peuvent les utiliser sans frais dans l'alimentation et les soins vétérinaires. Sur le plan financier et économique, les ressources nécessaires pour démarrer l'élevage du lapin sont relativement faibles et rapidement amortissables. De plus, la demande de lapin par les restaurants, les hôtels et mêmes certaines familles est forte et non satisfaite.

Des résultats positifs

Les résultats ont été positifs : après six mois d'élevage, chacune des femmes avait en

moyenne 45 lapins. Ceci leur a permis de préparer régulièrement des repas avec la viande de lapin (qui a une grande valeur nutritionnelle) et de vendre une partie des lapins. Un lapin pesant 2 kg est vendu à 3.000 francs CFA (environ 4,5 euros ou 6 dollars US). Avec le revenu de ces ventes, les femmes subviennent à leurs besoins et assurent la scolarisation de leurs enfants. En plus, elles se sont constituées en association par village et se rencontrent une fois par mois pour échanger sur leurs activités et problèmes.

✳ Pour plus d'informations, contactez :

GRAAB ONG
Martin Tohou, Directeur exécutif
BP 2355 Goho (Abomey)
République du Bénin
Tél : +229 95 42 88 19
E-mail : graabta@yahoo.fr



Chacune des femmes a reçu un kit d'élevage consistant en deux cages à quatre compartiments, huit mangeoires, huit abreuvoirs, un seau en plastique, un coupe-coupe et quatre lapins.

Témoignage Catherine Aguin,

25 ans et mère de quatre enfants

J'avais appris qu'il y avait une réunion d'information pour les femmes sur un projet d'élevage au bureau de GRAAB d'Abomey-Calavi, le 20 octobre 2006. J'ai participé à la réunion en qualité de présidente du groupement Gbénonkpo. Lors de la réunion, les responsables de GRAAB et l'équipe d'animation nous ont présenté le projet.

Après restitution des informations, d'autres femmes de mon groupement et du village ont décidé, comme moi, de s'inscrire pour une formation de cinq jours organisée dans notre village. Un mois après la formation, chacune des 20 participantes a reçu un kit d'élevage. Au bout de six mois j'avais 54 lapereaux dont 30 avaient 2 kg. A 3.000 francs CFA la pièce, cela m'a donc fait 90.000 francs CFA en six mois, ce qui est formidable. J'ai réussi à agrandir mon élevage à 10 femelles et trois mâles. Maintenant, mon mari, mes enfants et moi mangeons tous les 15 jours un gros lapin. Je paie moi-même les fournitures scolaires pour mes enfants et assure leur petit déjeuner à l'école. En plus, les crottes de lapins sont de véritables engrais organiques que j'utilise pour fertiliser mon petit champ à côté de ma maison. Entre femmes bénéficiaires du même village nous nous regroupons une fois par mois pour échanger sur les problèmes liés à notre activité.

Cette activité ne m'a pas empêché de continuer mes autres activités, car elle ne prend pas beaucoup de temps et se déroule à la maison et avec l'aide des enfants. Je suis très contente et je pense que ce projet peut véritablement aider les femmes à mieux se prendre en charge et faire face à leur situation. Ce qui m'a particulièrement marqué est que le projet donne une formation et qu'après l'installation, chaque femme bénéficie d'un suivi personnalisé pendant six mois. Après cela, et après avoir remboursé quatre lapins pour permettre à GRAAB d'installer d'autres femmes, elle est entièrement responsable de son activité.

Ouganda – Améliorer la sécurité alimentaire, le revenu et les conditions de vie des paysans

L'économie de l'Ouganda dépend largement du secteur agricole. Plus de 85% des quelque 32 millions d'habitants du pays vivent en zone rurale et dépendent principalement de l'agriculture pour gagner leur vie. En même temps, on peut dire que la plupart des activités agricoles se déroulent dans les zones rurales. Il est donc juste d'affirmer que la production alimentaire de l'Ouganda dépend des paysans et des paysannes.

L'agriculture, un secteur clé

De nombreuses régions d'Ouganda pratiquent l'agriculture de subsistance. Les familles ont des activités agricoles sur les petits lopins de terre qui leur appartiennent. Leur objectif est de produire suffisamment pour nourrir tout le monde jusqu'à la récolte suivante. Dans de nombreux cas cependant, même cette agriculture de subsistance n'atteint pas son objectif. Souvent, les rendements ne sont pas suffisants pour nourrir la famille jusqu'à la récolte suivante, ce qui entraîne des pénuries alimentaires dans les foyers. Cela est largement attribué aux mauvaises méthodes de culture (beaucoup de paysans ont choisi de rester conservateurs, ce qui a eu pour conséquence des méthodes de culture peu ou pas diversifiées), aux sécheresses prolongées, attaques de parasites et maladies.

L'agriculture étant pour ces paysans la source principale ou unique de revenu, de nourriture et de moyens généraux de subsistance, ils sont souvent confrontés à des situations où ils se trouvent obligés de vendre une partie de leur production agricole pour répondre aux besoins (de base), tels que l'accès aux services de santé, les frais de scolarité et le loyer. Toutefois, la vente d'une partie de la production dégrade plus encore la situation de pénurie alimentaire dans les foyers ruraux, car la majorité des agriculteurs sont des agriculteurs de subsistance. En outre, les agriculteurs vendent souvent leurs produits à des prix très bas parce que le marché n'est pas facilement accessible, et les intermédiaires les exploitent car ils cherchent à vendre à tout prix.

Une lueur d'espoir

Toutefois, l'exemple du groupe de paysans Ly'amaka Sanyu (« Fierté familiale ») montre que les agriculteurs peuvent réellement améliorer leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance. Le groupe a été constitué en 2007 par quatre agricultrices du district de Masaka afin d'autonomiser les agriculteurs de la région centrale de Bukoto. Son objectif: garantir la viabilité des moyens de subsistance des agriculteurs en milieu rural, en les sensibilisant à l'amélioration des méthodes agricoles, en encourageant la formation de groupes et le partage des connaissances, tout en garantissant l'intégrité de l'environnement.

Aujourd'hui, le groupe de paysans Sanyu Ly'amaka (« Sanyu Ly'amaka Farmers Group ») est composé de 18 agriculteurs – 11 femmes et 7 hommes. Le groupe travaille en étroite collaboration avec plus de 100 autres paysans de la région. Alors que la plupart d'entre eux sont de petits agriculteurs, d'autres essaient de vendre à plus grande échelle. Ils pratiquent des cultures vivrières comme le haricot, le soja, les arachides, le maïs, le manioc, le matooke (banane), les patates douces et les légumes. Parallèlement, ils cultivent le café, élèvent de la volaille et du bétail en petite quantité ou entretiennent de petites forêts d'eucalyptus.

Chacun des membres du groupe a une famille comptant en moyenne 6 personnes – au moins deux adultes (épouse ou époux, plus un membre de la famille élargie) et un certain nombre d'enfants, la plupart d'âge scolaire. L'objectif de Sanyu Ly'amaka est d'atteindre, grâce à ses 18 membres, plus de 300 paysans de la région.

Le groupe a reçu un financement de démarrage de 1.000 dollars US de la Banque mondiale et, plus récemment, de 695 dollars US par le biais de la collecte de fonds « Evoke Global Giving Challenge ». Le groupe reconnaît que cela a représenté un fameux coup de pouce, mais il note qu'il lui reste encore beaucoup de défis à relever.

Autonomisation par le biais d'une ferme de démonstration

Avec les ressources limitées dont il dispose, le groupe de paysans Sanyu Ly'amaka a le projet de construire une ferme de démonstration. Cette initiative permettra de faciliter le partage des connaissances et des compétences entre les paysans de la région. La ferme de démonstration fera office de centre d'apprentissage en vue d'étendre aux paysans des zones rurales certaines des meilleures pratiques, comme les méthodes de production agricole biologique (agriculture biologique durable) et la permaculture. La permaculture est un système de conception écologique pour la durabilité dans tous les aspects de l'activité humaine. On apprend aux agriculteurs à construire des maisons naturelles, à cultiver leur propre nourriture, à restaurer les paysages et les écosystèmes dégradés, à capter les eaux de pluie, à développer des communautés locales, et bien d'autres choses encore.¹

Dans cette ferme de démonstration, les agriculteurs apprendront à améliorer leurs méthodes agricoles et leurs rendements indépendamment de la taille de leur exploitation, de leur situation financière ou même de leur niveau d'éducation. Il est également prévu que la ferme de démonstration aide à réinventer





© Javie Szozie

l'esprit de l'agriculture coopérative en aidant individuellement les agriculteurs à profiter de certains avantages, tels que les économies d'échelle collectives. En tant que groupe, les paysans ont plus de chances de produire des volumes plus importants et de meilleure qualité, qui leur donneront un pouvoir de négociation accru. Un soutien de groupe à tous les bénéficiaires concernés fera également en sorte que tous aient des chances égales de bénéficier des ressources disponibles. De cette façon, l'agriculture coopérative permettra de résoudre des problèmes comme la faible productivité, l'inégalité entre hommes et femmes ou la superficie limitée des terres disponibles pour l'agriculture. Pour garantir une dynamique de groupe efficace, une formation à la constitution et à la gestion de groupes sera nécessaire.

Sanyu Ly'amaka encourage également les jeunes à participer activement au projet. La future ferme de démonstration répondra à leurs besoins en matière d'information et offrira des possibilités de formation. La jeunesse représente 65% de la population totale de l'Ouganda. Cela signifie qu'elle a un rôle très important à jouer pour soutenir et contribuer à la sécurité alimentaire du pays. Les jeunes sont donc invités à participer à l'agriculture, afin de réduire le chômage tout en s'autonomisant socialement et économiquement.

En outre, l'éducation touche aussi bien les femmes que les hommes. Même si la plupart des producteurs de denrées alimentaires sont

Le groupe de paysans Ly'amaka Sanyu a renforcé ses moyens de subsistance grâce à l'amélioration de ses méthodes agricoles, en encourageant la formation de groupes et le partage des connaissances, et en garantissant l'intégrité de l'environnement.

des femmes, ce sont les maris qui possèdent la terre. Cela signifie que les hommes vont souvent dicter ce qu'il faut faire ou ne pas faire sur les terres familiales. Ce projet sensibilise les hommes au rôle de l'agriculture dans le développement rural, afin qu'ils autorisent leur femme à accéder de manière égale aux parcelles familiales à des fins agricoles. Ce faisant, les femmes et les hommes contribueront aux changements souhaités, à savoir des rendements agricoles améliorés et de meilleures conditions d'existence rurale, assurant ainsi la sécurité alimentaire dans les communautés rurales et au-delà.

✳ **Pour de plus amples informations, veuillez contacter :**
 Sanyu Ly'amaka Farmers Group
 P.O.Box 28478, Kampala
 Ouganda
 Tél. : +256 774693212
 E-mail : farm4dev@gmail.com
 Blog : www.ireportug.wordpress.com

1 www.permaculture.org

Témoignage

Margaret Kisaakye est une fonctionnaire retraitée. Après son départ à la retraite, elle s'est rendu compte que sa ferme était l'un des meilleurs (et des plus faciles) moyens d'assurer la sécurité alimentaire de son foyer. « J'ai commencé l'agriculture sur une petite parcelle et, plus tard, j'ai acheté davantage de terres pour agrandir mon exploitation agricole. Ma ferme possède une grande valeur à mes yeux parce que ce n'est pas seulement une source de nourriture, mais aussi une source de revenu », affirme Margaret, qui est l'un des membres fondateurs du groupe de paysans Sanyu Ly'amaka. « Nous avons commencé par un petit groupe, et à présent nous nous étendons. Beaucoup de paysans, dans tout le pays, n'ont pas réalisé que l'agriculture est un outil essentiel pour l'éradication de la pauvreté rurale. Le principal défi auquel le groupe de paysans Sanyu Ly'amaka a été confronté est le manque d'autonomisation. Les membres de notre groupe ont pu réunir un peu d'argent qui nous a permis de rendre visite à d'autres paysans afin de partager des compétences. Ssozi, membre du personnel de WOUNET (Women of Uganda Network), a recueilli des fonds à l'aide d'Internet, et nous avons été en mesure d'obtenir des dons qui nous aideront à mettre en œuvre nos activités. Nous avons des projets de construction d'une ferme de démonstration dans un environnement agricole rural. Cette ferme de démonstration revêtira une très grande importance, car elle sera un centre d'apprentissage pour nos paysans. »



© Javie Szozie

La soie sauvage naturelle – Valoriser la biodiversité à Madagascar

Le projet «Soie sauvage naturelle» (Natural Silk Project, NSP) consiste à maîtriser la filière de soie sauvage malgache dans une logique d'intensification et d'optimisation des moyens de production. Les produits naturels sont obtenus par la collecte et l'élevage de variétés de papillons de soie autochtones et sauvages. Le projet, géré par l'association FAMIOVA, veut renforcer les capacités techniques de la population de la région du Parc National de Ranomafana, à l'est du pays, en ce qui concerne la production et la transformation des matières premières et la gestion et vente des produits finis.

La filière de soie est très ancienne à Madagascar, l'un des rares pays avec une longue tradition séricicole, et représente une composante spécifique du patrimoine culturel national. L'artisanat malgache utilise les fils de soie obtenus par la filature de cocons de vers à soie *Bombyx mori*, vers à soie domestiques d'élevage, ainsi que ceux issus de coques de divers séricigènes sauvages. De ceux-ci, le groupe le plus important est constitué par différentes variétés de *Borocera*, espèces sauvages endémiques à Madagascar que l'on rencontre sur les hautes terres et les régions côtières.

Le projet Soie sauvage naturelle a comme public cible les membres de l'association de femmes FAMIOVA, relevant des villages de la zone périphérique du Parc National de Ranomafana¹. FAMIOVA est le sigle pour «Fanentanana, Fanabeazana, Famokarana Miompana amin'ny Vavaasa mivantana sady manome lanja ny zavamananaina sy mikajy ny tontolo iainana», qui signifie, littéralement, «Sensibilisation, éducation et production orientées sur des activités directes et soucieuses de la valeur de la biodiversité et de la conservation de l'environnement, ainsi que du Parc». Au début, en 2004, le



projet a été financé par le Centre ValBio (Centre International de Recherche et Formation dans la Valorisation de la Biodiversité), en collaboration avec Madagascar National Parks Ranomafana. Actuellement, c'est l'association FAMIOVA qui continue son opérationnalisation.

Améliorer la gestion des ressources naturelles

La population de la région est confrontée à divers problèmes socio-économiques et environnementaux, dus en partie à une mauvaise gestion des ressources naturelles. La majorité des villageois vivent de la forêt en ayant recours à des pratiques néfastes qui entraînent de nombreuses pressions sur la biodiversité de la forêt :

- la collecte illégale de produits secondaires (bambous, pandanus, miel, écrevisses) ;
- l'empiètement des marais dans les Aires protégées² en rizières ;
- la consommation abusive de bois ;
- le défrichement abusif dû à la pratique culturelle traditionnelle du tavy (culture sur brûlis), pratique qui continue de faire des ravages malgré les mesures et dispositions prises par les autorités du pays.

Qui sait combien d'espèces de la forêt disparaissent chaque année? La carence en ressources naturelles (eau, bois, etc.) et ali-

mentaires (miel, écrevisses, etc.) doit être solutionnée d'urgence si on veut améliorer la qualité de vie de la population vivant autour du parc. Le défi consiste à conserver et à valoriser la biodiversité tout en prenant en considération les besoins des populations locales. A noter aussi que les femmes de la région assument de lourdes tâches au quotidien (tâches ménagères, recherche du bois de chauffe, cueillette dans la forêt, puisement d'eau dans les bass-fonds des bassins versants, etc.), sans pour autant améliorer le revenu familial. Les conditions de vie restent donc très difficiles.

Il est clair pour les différentes parties prenantes de la conservation du parc (population locale, gestionnaires du parc, chercheurs, autorités locales, etc) que des solutions adéquates et urgentes sont nécessaires pour arrêter la destruction qui menace les forêts et qui pourrait se répercuter dans le parc et le couloir forestier (corridor) reliant le Parc National de Ranomafana au Parc National d'Andringitra et la Réserve Spéciale du Pic d'Ivohibe.

Des alternatives aux pratiques néfastes

Comme les mesures répressives ne semblent pas très efficaces, le projet Soie sauvage naturelle est convaincu qu'il faut activer d'avantage les alternatives aux pratiques qui entraî-



nent les pressions journalières sur le parc. Le projet prône la filière de soie sauvage comme alternative méritant une attention particulière pour faire face aux différents problèmes évoqués. La facilitation de l'accès des femmes aux programmes de développement soucieux de la conservation sera de mise afin qu'elles puissent s'adonner à des activités relevant de filières porteuses, et qu'elles puissent changer progressivement les comportements négatifs par rapport à la conservation du parc.

Les objectifs du projet Soie sauvage naturelle sont de :

- valoriser les produits naturels issus de la biodiversité de la région ;
- développer la sériciculture (et activités connexes) comme filière porteuse, en alternative aux pressions sur la biodiversité dans les Aires protégées et le corridor forestier ;
- améliorer les revenus des ménages ciblés.

Le projet achète les matières premières (les cocons) pour leur transformation et vend les produits finis sur les marchés locaux et régionaux. Pour l'instant, l'élevage amélioré des espèces sauvages (pour produire des *landibe*, de large cocons de soie faites par plusieurs vers) est difficile car le climat de Ranomafana est incompatible avec l'élevage sur *tanety* (collines déboisées aux sols dégradés) ou dans la forêt. La production reposant sur le système de domestication demeure donc négligeable en comparaison avec la quantité de matière première achetée. Dans le futur, on espère organiser des formations en élevage dans un local ou domestiqué et écouler les produits internationalement. Le suivi des activités génératrices de revenus est assuré par un encadrement technique.

Vers une meilleure qualité de vie des femmes et des hommes

En lien avec les priorités du gouvernement malgache et les principes préconisés par le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) pour la lutte contre la pauvreté, le projet veut contribuer à relever les défis en matière de croissance et d'investissement et à instaurer une qualité de vie meilleure pour les communautés. Aussi, conformément aux recommandations du Programme d'Action Mondiale pour la Promotion des Femmes, et en ligne avec la Politique Nationale pour la Promotion des Femmes (PNFP) pour un développement équilibré, l'un des objectifs du projet est d'intégrer le principe d'égalité hommes-femmes dans ses réalisations.

Dans ce cadre, 14 femmes ont bénéficié de deux sessions de formation dans un centre



© Madagascar National Parks Ranomafana

spécialisé en sériciculture sur la transformation artisanale de la soie sauvage en produit naturel (fait mains). Le projet se propose d'accompagner la dynamique de relance et de promotion de la soie malgache par la recherche de débouchés (participation à des foires nationale et internationale, formation en élevage de vers à soie domestiqués, etc.).

Les fils de soie filés servent à fabriquer des tissus artisanaux tels que le *lamba landy*³ écru pour la population aisée et les touristes, des tissus d'ameublement, du *lamba landy* écru ou teint utilisés par des stylistes pour la confection de divers habits (en partie destinés à l'exportation), ainsi que des *lamban-drazana* (linceuls funéraires). La production actuelle est fabriquée à partir de soie sauvage pure ou mélangée avec du fil de coton. Elle est surtout destinée à la production des *lamba landy* brodés ou teints, que se soit pour les touristes ou pour les Malgaches.

Des produits naturels de luxe faits à la main

L'unité de production du projet a comme label « Soie originale malgache / Made in Ranomafana. Produits naturels de luxe – faits mains ». Alors que le secteur alimentaire vante les aliments bio pour leur valeur nutritive, le secteur de la lingerie se tourne de plus en plus vers les produits naturels faits à la main. La percée du *lamba landy*, adoptée pour la haute couture par les stylistes nationaux et internationaux, est une excellente et profitable opportunité pour cette filière. Les artisans malgaches, réputés par leur habileté manuelle apprennent vite et réalisent des produits de qualité.

Le projet Soie sauvage naturelle veut promouvoir la filière de soie sauvage pour faire face aux différents problèmes qui menacent la biodiversité de la région.

Le but final du projet est de sauvegarder l'environnement, valoriser la biodiversité et propulser la région vers une amélioration de l'économie et une régression de la pauvreté. Ceci en s'appuyant sur une prise de conscience collective plus aigüe des enjeux du présent et de l'avenir pour un auto-développement graduel.

* Pour des informations supplémentaires, contactez :

Madagascar National Parks Association
Parc National Ranomafana
BP 02, Ranomafana, Ifanadiana 312
Madagascar
E-mail : parcranomafana@yahoo.fr

1 Le Parc National de Ranomafana s'étend sur 41.601 ha et abrite une grande richesse en biodiversité endémique en danger. Le parc est connu pour sa station thermale permettant des traitements curatifs ; la forêt de Ranomafana est une forêt pluviale. Le parc est géré par le Madagascar National Parks Association (PNM-ANGAP).

2 Une Aire protégée (AP) est un territoire marin, côtier et aquatique dont les composantes présentent une valeur particulière biologique, naturelle, esthétique, morphologique, historique ou archéologique qui nécessite, dans l'intérêt général, une préservation multiforme. Elle est gérée en vue de la protection et du maintien de la diversité biologique des valeurs particulières du patrimoine naturel et culturel et de l'utilisation durables des ressources pour la réduction de la pauvreté. (source : Loi n°028/2008 portant refonte du Code des Aires Protégées de Madagascar, COAP).

3 *Lamba* est un mot générique, l'équivalent de tissu en français ; *landy* précise la matière de fabrication du *lamba* avec de la soie.

RDC – Apiculture moderne et capitalisation du savoir-faire local dans la forêt au Lwalaba

L'apiculture, jadis une activité purement masculine dans le Lwalaba, implique aujourd'hui également les femmes. En effet, les communautés se sont rendues compte qu'il est important d'intégrer les femmes dans les activités liées à la gestion forestière pour garantir un développement durable et équitable de leur milieu.



Jusqu'il y a peu, les communautés rurales du Lwalaba (un district au sud de la province du Katanga en RDC) ignoraient totalement les techniques modernes d'apiculture. Il y deux ans, certaines de ces techniques ont été introduites dans le cadre du microprojet « Apiculture moderne pour tous au Lwalaba ». Ce projet est mis en œuvre par l'ONG Forum pour le Développement de la Femme (FDF), organisation membre du REFED-Katanga, avec l'appui de la FAO-PADC (Projet d'appui au développement communautaire) et le gouvernement provincial du Katanga.

Dans les quatre villages ciblés aux débuts du projet (août 2008) – Mwenekula, Lungenda, Divuma et Kisenge – les communautés locales ont été sensibilisées et informées et se sont impliquées pleinement dans le projet. Avec l'assistance du FDF, les communautés se sont structurées démocratiquement en quatre groupements villageois d'apiculteurs et apicultrices (un groupement par village). Au total, il s'agissait de 150 apiculteurs, 132 hommes et 18 femmes. Les membres de ces groupements ont été équipés en matériels et tenues apicoles

et ont été formés à l'utilisation de techniques modernes d'apiculture et à la capitalisation du savoir local.

Traditions et modernité

Les apiculteurs et apicultrices dans ces villages utilisent maintenant des ruches fabriquées avec des troncs creux de palmiers, ramassés par les femmes et taillés soigneusement par les hommes en ruches traditionnelles. Les femmes transportent les ruches sur leur tête pour les amener dans un parc apicole spécialement aménagé, pour les déposer, avec l'aide des jeunes hommes membres du groupement, sur des branches d'arbres mellifères.

Bien que les ruches soient traditionnelles, les apiculteurs et apicultrices formés utilisent les techniques modernes de récolte de miel. Au lieu de chasser les abeilles, comme jadis, par un feu allumé au dessous de l'arbre et sur les branches qui portent la ruche, ces groupements recourent à des enfumoirs. Ils y brûlent des feuilles vertes de plantes connues traditionnellement et dont la fumée incommode les abeilles, et portent des tenues apicoles bien adaptées. Ces pratiques sont très favorables à la protection et conservation de la biodiversité car les colonies d'abeilles et les arbres mellifères ne sont pas détruits par le feu. Les parcs apicoles sont aménagés et protégés contre les feux de brousse par la technique du coupe-feu.

Le microprojet a également introduit l'approche genre: des hommes et des femmes ont été élus à la présidence des comités de ces groupements. Pour les femmes, il s'agissait de leur première entrée dans des instances de prise de décisions. A ce sujet, les membres des



groupements ont déclaré que les publications Dimitra, distribuées par le REFED-Katanga, ont été un apport considérable pour la sensibilisation sur le genre, sur les expériences des femmes rurales, le développement communautaire et la structuration des organisations paysannes et des groupements ruraux.

Du miel pour demain

Le Groupement des Apiculteurs de Mwenekula (GAMWE) produit du miel pur et naturel qui est très apprécié par ses consommateurs, même à Lubumbashi où une partie du produit est commercialisé par le REFED. Selon les prévisions des apiculteurs et apicultrices du village, la production devrait encore s'améliorer cette année.

Depuis ses débuts, le projet a étendu son champ d'application, et les apicultrices et apiculteurs de Kasaji, Malonga, Mungulunga et d'autres villages de la région ont également été formés par le coordinateur du microprojet et le responsable du groupement GAMWE.

✳ **Pour en savoir plus :**
Bernadette Kapend Mwambu
Coordinatrice REFED-Katanga
refed_katanga@yahoo.fr
Joseph Mutunda Ngonga
Coordinateur du microprojet Apiculture moderne
+243 99 528 5384

Des hommes et des femmes ont été élus à la présidence des comités des groupements villageois d'apiculteurs et apicultrices. Pour les femmes, il s'agit de leur première entrée dans des instances de prise de décisions!



La FAO et ses actions destinées à éliminer le travail des enfants dans l'agriculture

C'est l'agriculture (pêche, aquaculture et sylviculture comprises) qui emploie la plupart des enfants qui travaillent dans le monde, et elle est en même temps le secteur qui enregistre les plus faibles progrès en matière d'élimination du travail des enfants. La FAO reconnaît le besoin criant d'œuvrer en vue de mettre fin au travail des enfants dans l'agriculture.

L'Organisation internationale du travail (OIT) estime qu'à l'échelle mondiale, 215 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans sont des enfants travailleurs, dont 115 millions sont employés à des travaux dangereux. L'OIT estime également que 60% des enfants travailleurs dans le monde, soit environ 129 millions, travaillent dans l'agriculture.

L'écrasante majorité des jeunes garçons et filles qui travaillent dans le secteur agricole ne sont pas payés et participent aux travaux agricoles de la famille; un sur cinq seulement étant rémunéré pour son travail. Cela implique que leur participation au marché du travail est le plus souvent cachée et informelle, ce qui rend plus difficiles l'identification de ces enfants travailleurs et la mise en œuvre adéquate de mécanismes de prévention et d'élimination du travail des enfants dans ce secteur.

Des différences liées au genre sont également inhérentes à la nature du travail de ces enfants. Les enfants ruraux, notamment les filles, commencent souvent à travailler très jeunes, à l'âge de 5 à 7 ans. Les filles sont particulièrement désavantagées, car elles effectuent des tâches ménagères en plus du travail agricole, et ont par conséquent tendance à travailler durant un plus grand nombre d'heures que les garçons. En général, les filles rurales sont plus susceptibles d'être affectées à des tâches domestiques, et participent davantage aux activités après-récolte, alors que les garçons ruraux s'occupent plus fréquemment de commerce du bétail ou de pêche.

Prévenir le travail des enfants dans l'agriculture

De nombreux enfants travaillant dans le secteur agricole pratiquent des activités dangereuses. Selon l'OIT, l'agriculture fait partie des environnements de travail les plus dangereux. Toutefois, garçons et filles sont souvent exposés dans leur travail à des risques physiques et psychologiques différents en raison de la division des tâches liée au sexe.

Selon les conventions de l'OIT, le travail des enfants est un travail qui nuit au bien-être des enfants et représente une entrave à leur éducation, à leur développement et à leurs futures conditions de vie. Lorsque les enfants sont forcés à travailler de longues heures durant dans les champs, leur capacité à fréquenter l'école ou à suivre une formation s'en trouve limitée, ce qui les empêche d'acquérir l'instruction qui pourrait les aider, dans l'avenir, à sortir de la pauvreté.



La FAO, membre fondateur du Partenariat international de coopération sur le travail des enfants et l'agriculture, s'est engagée à contribuer à l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture. Depuis l'adoption de ce partenariat en 2007, l'organisation s'est engagée dans une série d'activités et d'interventions en faveur de la prévention et de l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture. Parmi celles-ci, on peut citer :

Atelier d'experts sur le travail des enfants dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture

La FAO a organisé, en collaboration avec l'OIT, un atelier d'experts sur le travail des enfants dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, du 14 au 16 avril 2010. Les principales recommandations de cet atelier ont été prises en considération pour la Conférence mondiale de La Haye sur le travail des enfants (mai 2010), ainsi que dans la préparation du nouveau plan de travail du Partenariat international de coopération sur le travail des enfants et l'agriculture.

Écoles pratiques de vie et d'agriculture pour les jeunes (JFFLS)

JFFLS est un programme conçu par l'équipe « Emploi rural » de la FAO, et qui promeut l'emploi décent et l'entrepreneuriat parmi la jeunesse rurale. Il vise à autonomiser les populations jeunes vulnérables et à leur procurer des possibilités de choix de leurs conditions de

vie, ainsi que les compétences nécessaires en vue de garantir la sécurité alimentaire à long terme, tout en réduisant leur vulnérabilité à la misère et aux stratégies risquées de survie. Le programme JFFLS a été lancé en 2004 et fonctionne dans plusieurs pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud. Il contient un module de formation relatif à la prévention du travail des enfants (voir aussi Bulletin Dimitra n° 13 et 18).

Étude sur le travail des enfants dans l'agriculture au Ghana

En 2007/08, la FAO a fait appel à l'université Humboldt de Berlin, à laquelle elle a apporté son soutien technique, pour mener une étude consacrée au travail et aux activités économiques des enfants dans le secteur agricole au Ghana. Cette étude se concentre sur le travail des enfants dans les pêcheries artisanales et l'élevage de bétail, et s'appuie aussi sur les enseignements tirés des études effectuées sur le travail des enfants dans le secteur du cacao.

✳ Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site Internet conjoint de la FAO et de l'OIT : www.fao-ilo.org/fao-ilo-child

✳ Point focal de la FAO pour la prévention du travail des enfants dans l'agriculture : Bernd Seiffert, équipe « Emploi rural » de la FAO e-mail : bernd.seiffert@fao.org

Si vous connaissez des bonnes pratiques ayant réduit de manière efficace le travail des enfants dans l'agriculture, nous serions très intéressés d'en apprendre davantage sur votre expérience !

La boîte à outils statistiques Agri-Gender de la FAO – la dimension genre dans l'agriculture

Cette nouvelle boîte à outils (« toolkit ») de la FAO vise à mieux cibler les initiatives contre la faim et en faveur du développement en aidant les pays à recueillir des informations plus rigoureuses sur les différences entre hommes et femmes dans l'agriculture.



La base de données « Agri-Gender », mise au point par la FAO en réponse à une requête de la Commission Africaine des Statistiques Agricoles (CASA), présente des suggestions étape par étape et accompagnées d'exemples sur la manière de recueillir des statistiques différenciées par sexe, en tenant compte de la dimension genre, dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sylviculture.

Elle est destinée à un vaste éventail d'utilisateurs impliqués dans des initiatives de développement, depuis les statisticiens et les chercheurs agricoles jusqu'aux responsables de la planification politique et aux défenseurs de l'égalité hommes-femmes.

Améliorer la planification

« Rassembler des statistiques sur la différence des rôles des femmes et des hommes dans l'agriculture – et sur d'autres thèmes comme leur accès aux ressources et leur exposition à l'insécurité alimentaire – est capital pour améliorer la planification et la durabilité des politiques et des programmes de développement », affirme Diana Tempelman, Fonctionnaire principale de la FAO pour les questions de parité et de développement au Bureau régional de la FAO pour l'Afrique.

« En disposant d'informations plus spécifiques, les décideurs politiques peuvent mieux venir en aide à celles et ceux qui n'exercent aucun contrôle sur les ressources agricoles et qui n'y ont pas accès, en particulier aux femmes, pour parvenir à une plus grande égalité et à la sécurité alimentaire » explique Mme Tempelman. « Toutefois, les utilisateurs et les producteurs de statistiques agricoles ont remarqué dans le passé que, souvent, les informations compilées ne reflétaient pas

les rôles et responsabilités véritables des femmes dans la production agricole ».

Vingt années de recherche

La méthodologie de collecte de ces informations, telle qu'elle est illustrée dans la boîte à outils de la FAO, a été élaborée au cours de vingt années de recherche et d'aide technique directe aux équipes et bureaux nationaux de recensement de nombreux pays d'Afrique.

« Très souvent, lorsqu'on est à la recherche de données relatives à

la parité hommes-femmes, c'est par rapport aux questions sociales, à l'éducation, la santé et aux aspects juridiques concernant la vie des gens. On a beaucoup plus rarement recours aux statistiques agricoles pour recueillir des données spécifiques aux hommes et aux femmes. Dans cette optique, la base de données Agri-Gender fournira une aide précieuse », souligne Mme Tempelman.

Cette première édition de la boîte à outils comprend des exemples de questions sensibles au genre et de formats de tableaux utilisés dans les recensements sur l'agriculture dans 15 pays africains entre 1993 et 2006. Elle montre aux utilisateurs comment formuler les questions et présenter les tableaux afin de mieux refléter les rôles, les activités, les responsabilités, les possibilités et les contraintes des hommes et des femmes dans l'agriculture.

Poser les bonnes questions

La contribution des femmes et des jeunes filles à la production agricole est souvent sous-estimée dans les rapports, car les données de production proviennent des archives foncières où les terres appartiennent officiellement aux hommes. Une des nouveautés principales préconisées par la base de données Agri-Gender est l'utilisation d'informations différenciées, non seulement par unité d'exploitation ou par ménage, mais aussi telles que notifiées par les hommes et les femmes d'un même ménage. La majorité des femmes pratiquant l'agriculture – 80% environ – travaillent au sein de ménages dirigés par des hommes.

Les données collectées en Tanzanie ont montré la différence d'utilisation des prêts agricoles

pour l'achat de fournitures entre les ménages dirigés par un homme et ceux dirigés par une femme. La différence est probablement en rapport avec la pénurie de main-d'œuvre masculine, à cause de l'exode rural des hommes. « Les ménages dirigés par une femme utilisent le plus souvent le crédit disponible pour se procurer de la main-d'œuvre ou des semences, ce qui est susceptible d'accroître la production, mais pas nécessairement la productivité. Les ménages dirigés par des hommes, en revanche, sont plus enclins à acheter des engrais ou des produits agrochimiques servant à accroître la productivité ».

Le recensement agricole effectué au Niger en 2005/2007 a montré que l'élevage de poulets n'était plus l'activité à dominance féminine qu'elle avait été jusque là. Ce recensement a révélé que les femmes ne possédaient que 32% des poulets, les enfants en possédant 22% et les hommes 46%. Une explication possible à ce phénomène est qu'il est plus facile aux hommes de trouver les fonds nécessaires pour investir dans un grand nombre de poulets en vue d'une activité lucrative, alors que les femmes continuent d'élever 5 à 10 poulets dans leur cour, perdant ainsi la position qu'elles détenaient autrefois dans cette activité.

Ce type d'informations pourrait permettre aux responsables de la planification de personnaliser leurs efforts en faveur de tous ceux qui n'ont pas un accès suffisant aux ressources productives.

Un « document vivant »

La base de données couvre des thèmes tels que la population et les ménages agricoles, l'accès aux ressources, la production et la productivité, l'utilisation du temps et de la main-d'œuvre, la destination de la production agricole, les revenus et les dépenses, l'adhésion à des organisations agricoles et les indicateurs en matière de sécurité alimentaire et de pauvreté.

La boîte à outils se veut être un « document vivant » car elle fera l'objet d'une révision pour inclure les observations et commentaires des utilisateurs ainsi que les évolutions importantes constatées dans le domaine des statistiques agricoles dans une perspective genre.

✳ Pour accéder à la base de données Agri-Gender : www.fao.org/gender/agrigender
<http://agri-gender-toolkit/the-database/en>

Ressources

Note : la plupart des publications mentionnées ici sont disponibles gratuitement en ligne (sauf spécification contraire). La plupart des liens Internet sont trop longs pour être reproduits dans leur intégralité. En cas de difficultés d'accès aux publications sur le site Internet indiqué, il suffit souvent de faire une recherche sur Google.

SITES INTERNET

⊙ Base de données de la FAO sur le genre et le droit à la terre

Cette base de données contient des informations au niveau des pays sur les questions sociales, économiques, politiques et culturelles liées aux inégalités entre hommes et femmes qui caractérisent ces droits. La disparité en termes d'accès à la terre est l'une des principales causes des inégalités sociales et de genre dans les zones rurales, et met par conséquent en péril la sécurité alimentaire en milieu rural ainsi que le bien-être des individus et des familles. La base de données propose des informations au sujet des six rubriques suivantes : cadre juridique national ; traités et conventions internationales ; droit coutumier ; régime foncier et institutions connexes ; organisations de la société civile ; statistiques sélectionnées portant sur les terres.

www.fao.org/gender/landrights

⊙ Blog « Gender & Food Policy News »

Genre & politique alimentaire

Ce blog, que l'Institut international de recherches sur les politiques alimentaires (IFPRI) a permis de mettre en place, est un espace destiné à partager des annonces, des informations d'actualité, du multimédia, des outils de recherche, des ressources et des liens vers des publications consacrées au thème du genre et de la politique alimentaire (y compris sur des questions telles que la faim, la sécurité alimentaire, la nutrition, la gouvernance, les terres, l'agriculture, etc.). Même si le blog est principalement administré par l'IFPRI, toute personne désireuse d'y contribuer ou de faire partager des informations pertinentes en les postant sur le site peut contacter l'adresse suivante : IFPRI-Gender@cgiar.org

<http://genderfoodpolicy.wordpress.com>

PUBLICATIONS

⊙ African Women and ICTs: Investigating Technology, Gender and Empowerment

Les femmes africaines et les TIC : recherches sur la technologie, le genre et l'autonomisation

Ce livre explore les différentes manières dont les femmes africaines utilisent les TIC pour faciliter leur autonomisation, que ce soit via les entreprises de téléphonie mobile rurale, par l'utilisation d'Internet, ou bien grâce à de nouvelles possibilités de carrière et d'emploi dans le secteur des TIC. En se basant sur les résultats d'un vaste projet de recherche, ce livre présente les résultats de recherches de terrain originales menées par des universitaires et des militants qui ont enquêté au sein de leurs propres communautés et pays. Les questions abordées concernent les TIC en vue de l'autonomisation et en tant que facteurs de changement, les TIC dans la lutte contre la violence sexuelle, et la façon dont les TIC pourraient être utilisés pour repenser les espaces publics et privés.

Zed Books/CRDI, 2009 (320 pages)
www.idrc.ca

⊙ Rapport sur les femmes en Afrique 2009. Mesurer l'inégalité entre les sexes en Afrique : expériences et leçons tirées de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique

Le thème du rapport arrive à point nommé alors que les pays africains sont exhortés à améliorer leurs systèmes statistiques et leurs méthodes de collecte de données pour trouver une solution aux problèmes préoccupants en matière de développement, et qu'il est aussi nécessaire de parvenir plus rapidement à l'égalité entre les femmes et les hommes dans les domaines sociaux, économiques et politiques. Le Rapport lance un message fort, à savoir que l'on ne peut pas parvenir à l'égalité entre les sexes et en assurer le suivi sans disposer de données pertinentes.

CEA, novembre 2009 (292 pages)
www.uneca.org

⊙ Donner la vie, risquer la mort. La mortalité maternelle au Burkina Faso

Chaque année, au Burkina Faso, plus de 2000 femmes meurent de complications liées à la grossesse et à l'accouchement. Certaines femmes perdent la vie parce qu'elles ne peuvent parvenir à temps à un centre de santé approprié ou parce que leur famille ne peut pas s'acquitter des sommes demandées pour les soins. D'autres subissent les conséquences d'un manque de sang, de médicaments, d'équipement ou de personnel médical qualifié. La mortalité maternelle frappe principalement les femmes les plus pauvres et les moins instruites. Amnesty International recommande le développement de l'information et des services de planification familiale, la suppression des barrières financières aux soins de santé maternelle et l'amélioration de l'accès aux soins.

AI, décembre 2009 (113 pages)
www.amnesty.org/fr

⊙ Engaging Men in Gender Initiatives

Faire participer les hommes aux initiatives de genre

Catalyst estime que les hommes ont un rôle capital à jouer dans les efforts visant à promouvoir la diversité et l'inclusion, notamment dans les initiatives visant à éliminer les préjugés sexistes. Dans *What Change Agents Need to Know*, le premier rapport de la série « Engaging Men in Gender Initiatives », Catalyst a communiqué des informations essentielles sur les forces culturelles qui peuvent nuire aux efforts des organisations visant à impliquer pleinement les hommes en tant que champions des initiatives de genre. Dans le deuxième rapport, intitulé *Stacking the Deck for Success*, Catalyst examine les facteurs qui peuvent accentuer ou atténuer l'intérêt des hommes à acquérir les compétences nécessaires pour devenir des agents efficaces du changement en faveur de la parité homme-femme au travail.

Catalyst, 2009 (38 pages)
www.catalyst.org

⊙ Farmers in a Changing Climate: Does Gender Matter? Food Security in Andhra Pradesh, India

Agriculteurs et changement climatique : est-ce que le genre compte? Sécurité alimentaire en Andhra Pradesh, Inde

Des institutions locales indiennes de l'Andhra Pradesh ont examiné, en collaboration avec la FAO, les aspects de genre dans les stratégies d'adaptation à la variabilité et au changement à long terme du climat dans le cadre du projet intitulé « Stratégies d'adaptation au changement climatique sensibles au genre : s'inspirer des expériences des agriculteurs indiens ». Ce projet a observé la manière dont les agriculteurs et agricultrices vivant dans les districts exposés à la sécheresse perçoivent et réagissent à la variabilité climatique saisonnière et au changement à long terme du climat. Des discussions de groupe thématiques et participatives, ainsi qu'une enquête quantitative, ont été utilisées pour collecter les données. Les témoignages des agriculteurs, combinés à l'analyse des institutions et du climat, ont exploré les risques climatiques auxquels sont confrontés les agriculteurs et agricultrices et leurs stratégies d'adaptation dans le domaine de la sécurité alimentaire.

FAO, 2010 (82 pages)
www.fao.org/climatechange

⊙ Gender and Land Rights: Understanding Complexities; Adjusting Policies

Le genre et les droits fonciers : comprendre les aspects complexes ; ajuster les politiques

Faire progresser l'accès des femmes à la terre est crucial en vue de lutter contre la faim et la pauvreté. Toutefois, les disparités liées au genre pour ce qui est de l'accès à la terre restent importantes dans la plupart des pays, et ce quel que soit leur niveau de développement. Une nouvelle base de données de la FAO aide à comprendre les facteurs qui empêchent les femmes d'accéder à la terre, et à concevoir de meilleures politiques pour lutter efficacement contre cette situation.

FAO, Policy Brief 8, mars 2010 (2 pages)
www.fao.org

⊙ Gender Inequality and the MDGs: What are the Missing Dimensions?

Inégalités de genre et OMD : quelles sont les dimensions manquantes?

Alors que les dirigeants de la planète se réunissent à New York en septembre 2010 pour examiner les progrès accomplis vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), de nouvelles recherches menées par le Centre du développement de l'OCDE ont établi que le fait d'examiner le contrôle des ressources par les femmes, leur niveau de pouvoir décisionnel au sein de la famille et du ménage et leur degré de contrôle sur leur propre sécurité physique peut contribuer à éclairer les obstacles qui empêchent des progrès supplémentaires en ce qui concerne l'ensemble des OMD.

OCDE, Issues Brief, septembre 2010 (8 pages)
www.oecd.org

☉ **Her Mile. Women's Rights and Access to Land. The Last Stretch of Road to Eradicate Hunger**

**Les droits des femmes et l'accès à la terre.
Dernière ligne droite pour éradiquer la faim**

Cette publication avance l'argument que « les droits des femmes à la terre et aux ressources naturelles constituent le chaînon manquant dans l'analyse de la crise alimentaire, et l'autonomisation des femmes est le facteur dans lequel les donateurs ont le moins investi dans le cadre de leur réponse à l'augmentation du nombre de personnes souffrant de faim et de malnutrition ».

ActionAid, mars 2010 (38 pages)
www.actionaid.it

☉ **Land Tenure, Gender, and Globalization. Research and Analysis from Africa, Asia and Latin America**
Régime foncier, genre et mondialisation.
Recherches et analyses en Afrique, en Asie et en Amérique Latine

En s'inspirant des recherches menées sur le terrain au Cameroun, au Ghana, au Vietnam et dans les forêts amazoniennes du Brésil, de Bolivie et du Pérou, ce livre explore les relations entre le genre et la terre, révélant les mécanismes du capitalisme mondial et des réactions que les populations lui opposent. L'un des thèmes centraux est la résistance des populations aux forces mondialisées, qui s'exprime souvent par une insistance sur le caractère unique de leurs moyens de subsistance. Le livre comble une lacune dans la littérature consacrée aux droits fonciers et au genre dans les pays en développement. Il soulève de nouvelles questions quant au processus de mondialisation, en particulier sur la question de savoir qui sont les acteurs (les populations locales, l'Etat, les ONG, les multinationales) et sur les relations changeantes que ceux-ci entretiennent. Le livre remet également en question les notions mêmes de genre, de terre et de mondialisation.

Zubaaan/CRDI, 2010 (312 pages)
www.idrc.ca

☉ **Le genre à la radio. Manuel didactique à l'intention des animateurs des radios communautaires**

Ceci est un guide méthodologique et didactique à l'intention des animateurs des radios communautaires. Il permet de doter les professionnels des médias d'un cadre d'analyse genre adapté au secteur avec des outils simples et efficaces.

Institut Kilimandjaro (Bénin) (40 pages)
disponible sur : www.greenaction.net

☉ **Accès au marché et commercialisation de produits agricoles: valorisation d'initiatives de producteurs**

L'une des principales difficultés mentionnées par les agriculteurs et les éleveurs est la difficulté à vendre leurs produits à un bon prix. L'accès au marché représente en soi un problème pour de nombreux petits exploitants. Beaucoup ont également des difficultés à obtenir ce qu'ils considèrent comme une juste rétribution de leur travail. La présence d'intermédiaires, les fluctuations des prix, ainsi que des chaînes d'approvisionnement désorganisées, sont des récriminations fréquentes. Afin de surmonter ces problèmes, certains agriculteurs ont mis au point des initiatives individuelles et collectives. Mais celles-ci restent trop peu nombreuses, et les connaissances dont nous disposons sur leur mode de fonctionnement et le lieu où elles sont en place sont trop minces. Dans ce contexte, Inter-Réseaux Développement Rural, un forum pour le développement rural dans le Sud, a lancé un programme visant à étudier ces ques-

tions. Le document produit à la suite de l'enquête est conçu comme un recueil de ressources recensant les méthodes et outils utilisés pour créer différentes formes de débat et d'échange. Une grande place est réservée à des études de cas portant sur des initiatives menées par les agriculteurs et leurs organisations de soutien afin d'aider à améliorer la commercialisation de leurs produits. Parmi ces initiatives, on peut citer les exemples de producteurs de noix de cajou au Bénin, des agriculteurs et des femmes chargées de la transformation du riz qui, au Burkina Faso, organisent la commercialisation du riz blanc, et de contrats conclus entre des producteurs d'oignons du Burkina Faso et des acheteurs situés au Ghana.

AFD/JCTA/Inter-réseaux, 2010 (168 pages)
www.inter-reseaux.org

☉ **Men are changing. Case study evidence on work with men and boys to promote gender equality and positive masculinities**

Les hommes changent. Éléments tirés d'études de cas portant sur les travaux menés avec les hommes et les jeunes garçons afin de promouvoir la parité homme-femme et les masculinités positives

Au cours des dernières décennies, l'intérêt pour la compréhension des masculinités et pour les travaux menés avec les hommes et les jeunes garçons sur les questions de genre a considérablement augmenté. On en sait davantage sur les différentes façons d'impliquer les hommes et les jeunes garçons pour que ceux-ci contestent les expressions néfastes de la masculinité et promeuvent la parité homme-femme. La capacité et le désir de changement des hommes sont de plus en plus reconnus; les avantages que ce changement leur apporte, ainsi qu'aux autres hommes, aux femmes et aux enfants, sont reconnus. Ce rapport vise à renforcer et élargir le corpus de faits concernant le travail avec les hommes et les jeunes garçons. Il décrit et analyse 12 programmes menés dans le monde entier, qui visaient à modifier les attitudes et les comportements des hommes en matière de sexualité, de santé sexuelle et reproductive, de violence et de relations. Le rapport examine les défis dans ce domaine, donne un aperçu des bonnes pratiques émergentes, et formule des recommandations pour améliorer les travaux d'élaboration des politiques, ainsi que les programmes et services existants. Ses conclusions sont claires: le travail mené avec les hommes et les jeunes garçons est efficace; les hommes changent, mais il faut encore plus d'efforts pour intensifier les interventions effectuées auprès des hommes et des femmes afin de modifier les comportements liés au genre.

IPPF, mars 2010 (78 pages)
www.ippf.org

☉ **Référentiel pour les formatrices et les formateurs en genre et développement**

Ce référentiel propose un socle commun de principes, d'engagements et de compétences à l'usage des formatrices et formateurs en genre et développement. Son but est de guider la pratique des formations dans ce domaine. Il se veut évolutif et ouvert aux enrichissements ultérieurs apportés par les réflexions et les pratiques des acteurs et actrices concernées. Ce référentiel est principalement issu de l'expertise et des travaux d'acteurs francophones du genre.

Le Monde selon les Femmes - CIEF genre | Réseau Genre en Action | Adéquations | Aster-International, avril 2010 (56 pages)
www.aster-international.org

☉ **Guide de ressources sur l'égalité entre les genres et le changement climatique**

Ce guide a pour but d'informer les praticiens et les décideurs des liens entre la parité homme-femme et le changement climatique, et de leur importance pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Il plaide pour l'inclusion de la voix, des besoins et des compétences des femmes dans les politiques et la planification en matière de changement climatique, et montre de quelle manière la contribution des femmes peut renforcer l'efficacité des mesures relatives au changement climatique.

PNUD, mai 2009 (134 pages)
www.undp.org

☉ **Strong Women, Strong Communities. CARE's holistic approach to empowering women and girls in the fight against poverty**

Des femmes fortes, des communautés fortes. L'approche globale de CARE vis-à-vis de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles pour lutter contre la pauvreté.

De manière croissante, les travaux de CARE mettent l'accent sur le traitement des injustices, de la discrimination et de l'exclusion qui empêchent les femmes et les jeunes filles de réaliser pleinement leur potentiel. CARE a conclu une étude d'une durée de quatre ans évaluant les programmes au service des femmes et des jeunes filles dans 24 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. L'enseignement tiré de cette recherche illustre ce que signifie vraiment l'« autonomisation » pour les femmes et les jeunes filles dans les pays en développement, les obstacles qu'elles rencontrent dans la réalisation de leur potentiel, et les mesures que les décideurs et les praticiens peuvent prendre pour apporter leur aide.

CARE, mai 2010 (46 pages)
www.care.org

☉ **L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées**

Cette année, le rapport s'intéresse aux pays confrontés à des crises prolongées, où la sous-alimentation frappe près de 40% de la population. Il examine les problèmes rencontrés lorsque l'on cherche à inverser la tendance dans ces pays et montre notamment à quel point il est difficile d'abandonner l'état d'esprit particulier inhérent aux interventions humanitaires au profit d'un programme de développement à assise plus large. Le rapport souligne les mesures qui peuvent être prises afin de rationaliser la manière d'aborder les crises prolongées: évaluation plus globale des crises, y compris connaissance plus approfondie de leurs causes, activités reposant sur les mesures correctives prises par les communautés locales et sur leurs institutions, introduction ou soutien de mécanismes de protection sociale, comme les filets de sécurité fondés sur l'alimentation et passage de l'aide alimentaire à une approche plus vaste d'assistance alimentaire.

Dans la dernière section de la publication, on trouvera des recommandations sur la façon d'améliorer la collaboration avec les pays confrontés à des crises prolongées.

WFP/FAO, octobre 2010 (60 pages)
www.fao.org/publications/sofi